

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

| DESTINATIONS | ABONNEMENTS | | | NUMERO |
|---------------------------|-----------------------------|--------|--------|-----------|
| | 1 AN | 6 MOIS | 3 MOIS | |
| REPUBLIQUE DU CONGO | 24.000 | 12.000 | 6.000 | 500 F CFA |
| | Voie aérienne exclusivement | | | |
| ETRANGER | 38.400 | 19.200 | 9.600 | 800 F CFA |

□ Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (242) 81.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE

Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel** et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

- DECRETS ET ARRETES -

A - TEXTES GENERAUX

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

15 avril Décret n° 2008-84 portant approbation du plan
d'action gouvernemental de gestion des finances
publiques. 667

MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

16 avril Arrêté n° 741 fixant les modalités d'accès aux
logements sociaux et économiques financés par
l'Etat ou en partenariat. 680

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

16 avril Décret n° 2008-85 fixant les modalités et les
conditions d'exercice de l'activité de production
autonome de l'eau. 680

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT

| | |
|--|-----|
| Promotion | 682 |
| Titularisation | 685 |
| Stage | 685 |
| Révision de situation et reconstitution de car- rière administratives | 686 |
| Disponibilité | 687 |
| Congé | 687 |

MINISTERE DES TRANSPORTS MARITIMES ET DE LA MARINE MARCHANDE

16 avril Arrêté n° 740 portant agrément de la Société
des Pêches Congolaises pour l'exercice de
l'activité de prestataire de services des gens
de mer. 688

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

30 mars Décret n° 2008-55 portant dissolution de l'as-
sociation BUNDU DIA KONGO, en sigle B.D.K. 688

**MINISTERE DES SPORTS
ET DE LA JEUNESSE**

| | |
|---|-----|
| 15 avril Arrêté n° 717 portant attribution d'heures supplémentaires aux professeurs vacataires à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports au titre de l'année académique 2005 - 2006 (en tête ADDOU André). | 689 |
| 15 avril Arrêté n° 718 portant attribution d'heures supplémentaires aux professeurs vacataires à l'Institut National de la Jeunesse et des Sports au titre de l'année académique 2004 - 2005 (en tête ADDOU André). | 691 |

PARTIE NON OFFICIELLE**- ANNONCE -**

| | |
|--------------------|-----|
| Associations | 695 |
|--------------------|-----|

PARTIE OFFICIELLE**- DECRETS ET ARRETES -****A – TEXTES GENERAUX****MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU BUDGET**

Décret n° 2008-84 du 15 avril 2008 portant approbation du plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu l'accord du 4 décembre 2004 relatif au programme de la facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance ;

Vu la loi n° 1-2000 du 1^{er} février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2008-4 du 11 janvier 2008 portant organisation des intérim des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :

Article premier : Est approuvé le plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 15 avril 2008

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Pour le ministre de l'économie, des finances
et du budget, en mission ,

Le ministre d'Etat, ministre du plan
et de l'aménagement du territoire,

Pierre MOUSSA

**PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE GESTION
DES FINANCES PUBLIQUES**

Approuvé par le décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PSTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|---|--|---|------------|--------------------------------|---|---|--|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | 1.1. Moderniser et renforcer le cadre légal et réglementaire budgétaire et comptable | | | | | | | |
| 1. Améliorer la gestion budgétaire et comptable | Cadre légal et réglementaire | | | | AFRITAC UNION EUROPEENNE | La loi Organique est mise à jour et validée ; Le RGCP est révisé et validé ; Les projets de textes d'applications sont élaborés et validés ; La Nomenclature budgétaire de l'Etat ; -Le Plan comptable de l'Etat. (* Toutes ces réformes sont conditionnées par les travaux CEMAC. | 100% des textes adaptés CEMAC sont disponibles en juin 2010 | MLFB : DCCP SGG PRCTC Equipe Projet |
| | En fonction de la réglementation CEMAC en cours, élaboration et validation d'un chronogramme organisant la révision des textes. Adaptation de la réglementation CEMAC en République du Congo | Elaboration et adoption de : - la Loi organique, - le RGCP, - les projets de textes d'applications (Nomenclature budgétaire de l'Etat et Plan comptable de l'Etat). | Diffusion, vulgarisation et mise en vigueur de la loi organique, de la nomenclature budgétaire du règlement général de la comptabilité publique et du plan comptable de l'Etat. Suivi, Evaluation et consolidation des actions entreprises | | | | | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PSTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|---|--|------|---------------------|---|---|--|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | 1.2. Améliorer l'exécution budgétaire | | | | | | | |
| Rationalisation du circuit de la dépense Recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense dans son ensemble en supprimant les tâches et contrôles redondants NB Etude a démarré en fin novembre 2007 et se poursuit | Créer un fichier de fournisseurs à la DGB et adopter une mercurielle des prix à l'attention des ordonnateurs. Mise en place d'une commission mixte MEFR (UCD, DGI, DGE, DGB) /MPLAN (UCPD)/Commerce | Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense Mise à jour du fichier et du suivi de la mercurielle Programmation des paiements en fonction des titres émis préalablement ; Exécution du principe « premier mandat émis, premier mandat payé » sauf dérogations prévues par les lois et règlements. | | IDA/FMI & FAD | Le circuit de la dépense est rationalisé ; La mercurielle est adoptée, publiée et vulgarisée | Réduction du nombre de postes de contrôle et de la durée de traitement de la dépense Réduction de la durée de paiement des factures au trésor passe de 90 jours (2007) à 15 jours (2010). En 2007 Les mandats relatifs aux priorités d'Etat font 1 à 3 jours ; Par contre les mandats ordinaires prennent 3 j et peuvent aller jusqu'à 1 mois, 3 mois et voire un peu plus. | MLFB NGD DGI DGE DGB MEFR PRCTC MPLAN DC/ta CCT Equipe Projet | |
| | Elaboration et validation du manuel relatif au nouveau circuit rationalisé et simplifié de la dépense tant sur le budget de fonctionnement que sur le budget d'investissement. Elaboration, discussions, adoption, publication et vulgarisation de la mercurielle Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009 | Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010 | | | | | | |

(En millions de FCFA)

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|---|--|------|---------|--|--|---|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| <p>Gestion de la Trésorerie</p> <p>Tenu des réunions mensuelles pour la planification des ressources et des dépenses à payer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la limitation des paiements par anticipation (PPA) sauf les cas autorisés par la loi organique sur le régime financier de l'Etat ; - la centralisation de toutes les recettes et les dépenses par le trésor (principe de l'unicité de caisse) ainsi que de tous les fonds publics délégués et/ou gérés par d'autres administrations ou institutions ; - le rapprochement mensuel des mandats émis et payés. <p>NB. L'étude a démarré en fin novembre 2007</p> | <p>Elaboration et publication du nouveau plan des engagements ;</p> <p>Diffusion et vulgarisation du plan des engagements ;</p> <p>Automatisation des écritures comptables du circuit de la dépense ;</p> <p>Actualisation tous les trimestres du plan des engagements et paiements pour chaque titre et chaque section</p> <p>Reporting et leedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p> | <p>Production et diffusion trimestrielle d'une note de conjoncture budgétaire et financière, basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exécution en recettes et dépenses ; - la situation de la trésorerie ; - le TOFE. <p>Production d'un rapport trimestriel sur la situation financière et l'exécution du budget pour information au Conseil des Ministres.</p> <p>Mise en œuvre actualisée du circuit de la dépense en s'appuyant sur des nouvelles procédures adoptées.</p> <p>Poursuite de la limitation et réduction des paiements par anticipation (PPA)</p> | | | <p>Gouvernement</p> <p>Le plan des engagements est mis en œuvre ;</p> <p>Les fonds publics sont tous centralisés par le trésor.</p> <p>Le compte de gestion est élaboré en temps réel.</p> <p>Base (Recettes)</p> <p>2005 : 1245,7 FCFA 2006 : 2007 : 1623,4 FCFA</p> <p>Base (Dépenses)</p> <p>Courantes</p> <p>2005 : 575,3 FCFA 2006 : 742,0 FCFA 2007 : 697,7 FCFA</p> <p>Investissement</p> <p>2005 : 170,3 FCFA 2006 : 359,8 FCFA 2007 : 379,0 FCFA</p> | <p>Taux de centralisation des recettes et dépenses suite aux réunions mensuelles</p> <p>Valeur et % des impayés au 31/12/2006 = 0 FCFA 100%</p> <p>Valeur et % des impayés au 31/12/2007 = 0 FCFA 100%</p> <p>Recettes</p> <p>2006/05 : 1245,7 FCFA 67,02%</p> <p>2007/06 : 1623,4 FCFA 30,32%</p> <p>Dépenses</p> <p>Courantes</p> <p>2006/05 : 742 FCFA 28,98%</p> <p>2007/06 : 697,7 FCFA -5,97%</p> <p>Investissement</p> <p>2006/05 : 359,8 FCFA 111,27%</p> <p>2007/06 : 379,0 FCFA 6,34%</p> <p>Valeur et % des paiements par anticipation (PPA) au 31/12/2006 ND 31/12/2007 ND</p> <p>Solde budgétaire Primaire en ressources propres :</p> <p>2005 : 668,1 FCFA 2006 : 680,9 FCFA 2007 : 661,7 FCFA</p> <p>Baisse de 2,82%</p> | <p>CAR DGT CCA DCCP DGB DGI PRCTG DGRD TOFE Equipe Projet</p> | |

(En millions de FCFA)

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|---|---|------|---------|-------------------------------------|---|--|--|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| <p>Gestion de la dette</p> <p>Recensement des textes créant la CCA en vue d'identifier les missions propres à cette institution</p> <p>Réadaptation des textes de cette institution à la nouvelle donne.</p> | <p>Elaboration d'un plan de formation des agents de la CCA en vue d'optimiser l'utilisation du logiciel SYGADF (renforcement des capacités du personnel).</p> | <p>Suivi et évaluation des actions entreprises de 2007 à 2009</p> | | X | IDA/FAD | <p>La dette est maîtrisée</p> <p>La base des données est maintenue avec des sauvegardes</p> | <p>Nombre de textes revus et validés au 30/05/2008</p> <p>Pourcentage des agents du service de la dette formés en 2004-2006 : 100%, soit 13 sur 13</p> <p>Réduction de l'encours total de la dette au 31/12/2006</p> <p>2001 : 4 525,11 FCFA 2002 : 4 531,30 FCFA 2006 : 3 918,18 FCFA -2,30%</p> <p>(Stock des arriérés, -2,91% et encours hors arriérés, 1% en 2006)</p> | <p>CCA DGT DGA DGRD PRCTG PAGE</p> <p>DGRD CCA DGT DGB DCCP PRCTG TOFE Equipe Projet</p> |
| <p>Gestion des investissements publics</p> <p>Réalisation d'une étude sur la rationalisation de la gestion de la dépense publique : « nouveau système de gestion des projets d'investissement publics ». (IDR validés au 4^{ème} trimestre 2007 par l'IDA/FMI et par la Coopération Française en charge de l'étude au MPLAN)</p> <p>Révision des textes relatifs à la gestion des investissements.</p> | <p>Rationalisation du circuit de la dépense ;</p> <p>Elaboration/actualisation et adoption du manuel des procédures de gestion des investissements sur la base d'un rapprochement DGT/Plan ;</p> <p>Révision de la clé de répartition institutionnelle de la gestion des investissements.</p> | <p>Evaluation de l'impact des réformes sur la gestion des investissements publics</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | X | IDA/FMI/FAD & COOPERATION FRANCAISE | <p>Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels</p> <p>Les investissements sont maîtrisés à la fois par le ministère du plan et les ministères sectoriels</p> | <p>Valeur et % d'exécution physique et financier au 31 décembre :</p> <p>2005 : 167 783,7 FCFA 79,2%</p> <p>2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%</p> <p>2007 : 379 735,7 FCFA 94,10%</p> | |

(En millions de FCFA)

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp. |
|--|--|---|------|--------------------------|--|---|---|-------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| <p>Solde et pensions</p> <p>Lancement des travaux de recensement des agents de l'Etat (Etude PURAC en cours pour 2007)</p> <p>Lancement des travaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007)</p> <p>Lancement de l'avis de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'Audit organisationnel du ministère de la fonction publique (Action attendue pour le 1^{er} trimestre 2008)</p> | <p>Audit organisationnel du ministère de la fonction publique.</p> <p>Mise en place d'un fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction des travaux du schéma directeur (réseaux informatiques).</p> <p>Elaboration et adoption d'un manuel de procédures relatif à la gestion du fichier unique.</p> | <p>Finalisation de la mise en place du fichier unique : Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction du réseau informatique.</p> <p>Mise en œuvre du fichier unique : Fonction publique – Solde.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit organisationnel</p> | X | IDA & Gouvernement | Les travaux du fichier unique de la Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde est maîtrisée. | <p>Valeur et % des paiements de la solde et pensions :</p> <p>2005 : 12 736,29 2006 : 13 869,40 2007 : En cours 8,89%</p> <p>Effectifs de la Fonction Publique 2005:56 278 2006:59 289(+5,35%) 2007:60.600 (+2,21%)</p> <p>Effectifs de la Solde 2005:69 867 2006:72 560(+3,85%) 2007:74.882(+3,17%)</p> <p>Valeur payée en FCFA 2005 : 130 012,05 2006 : 134 899,99 (+3,75%) 2007 : 141 864,85 (+5,16%)</p> <p>Cible : Réduction à moins de 5% des écarts entre le nombre du personnel sur fichier et les employés réellement payés</p> <p>2005 : 24,14% 2006 : 22,38% 2007 : 23,53%</p> | <p>MEFR MEFR à MTS ME PRCTG PURAC Equipe Projet</p> | |

(En millions de FCFA)

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp. |
|---|--|---|------|-------------------------------|---|---|--|-------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 1.3. Améliorer l'efficacité et la pertinence du contrôle ex-anté | | | | | | | | |
| Contrôle Financier | | | | | | | | |
| <p>Elaboration et validation des IIRH</p> <p>Lancement de la procédure relative à la passation des marchés pour le choix d'un consultant</p> <p>NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFR (Mémoire de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)</p> | <p>Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la DGCF (Cf. Cadre institutionnel supra).</p> <p>Adoption des recommandations issues de l'étude</p> <p>Diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques.</p> <p>Diffusion et vulgarisation du guide du vérificateur.</p> | <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude</p> <p>Suivi et Evaluation du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur</p> <p>Suivi et Evaluation des procédures de contrôle et du guide du vérificateur</p> | X | EMIFAD UNION EUROPEENNE | <p>Le manuel de procédures de contrôle des finances publiques est applicable</p> <p>Le guide du vérificateur est disponible</p> <p>Les contrôles financiers sont effectués par an avec production des rapports.</p> | <p>Nombre de contrôles annuels effectués par les agences de régulation suivant le nouveau Code des marchés publics</p> | <p>DGCF DGT DCR PURAC Equipe Projet</p> | |
| 1.4. Assurer la fiabilité et l'exhaustivité de la comptabilité publique | | | | | | | | |
| Comptabilité publique | | | | | | | | |
| <p>Etude relative à l'identification des causes des dysfonctionnements sur la gestion des Dons et des différents fonds afin de les intégrer dans la balance du trésor.</p> <p>(Action réalisée en 2007)</p> | <p>Prise en compte des recommandations dans la loi des finances 2008 2009</p> <p>Suivi trimestriel des opérations de l'ordonnateur et du comptable sur les différents dons et fonds reçus.</p> <p>Production des balances mensuelles 2008 définitives présentant des comptes réglementairement tenus</p> | <p>Mise en application des textes sur la comptabilité publique</p> <p>Elaboration, validation et diffusion des projets de textes d'application du RGCP (cf. Cadre réglementaire supra).</p> <p>Installation d'une comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat.</p> | | Gouvernement | <p>Le décret sur la comptabilité publique intégrant les dons et les différents fonds est disponible.</p> <p>La comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat est actualisée et applicable</p> | <p>Production des balances du Trésor est mensuelle 15 jours après l'arrêt des écritures</p> <p>2005 : 12, soit 100 % 2006 : 12, soit 100 % 2007 : 12, soit 100%.</p> <p>Nombre des ministères (administrations publiques) qui appliquent la comptabilité matière environ 50, soit 0 %</p> | <p>DGCP DGPD CCA DGT PRCTG Equipe Projet</p> | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|--|---|------|---|---|--|---|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| <p>2. Améliorer la performance des administrations fiscales et douanières</p> <p>Renforcement des capacités prévisions des recettes des impôts et des douanes</p> <p>Analyse des études existantes et faire le point de la formation du personnel, informatique et communication.</p> <p>Mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes</p> | <p>Définition d'un plan d'action pour l'amélioration de la gestion des recettes, comprenant la mise en place d'un circuit informatisé de la recette ;</p> <p>Formation du personnel.</p> | <p>Suivi et évaluation des mesures entreprises en 2008 et 2009.</p> | X | <p>IDA/FMI/FAD & UNION EUROPEENNE</p> | <p>Les recettes augmentent grâce à la mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes.</p> <p>Nombre d'agents formés suivant le plan d'action</p> | <p>Indicateurs de résultat</p> <p> Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes fiscales : 2006</p> <p>2007 : 13,70 FCFA Réalisation : 12,3 FCFA Pourcentage : 72,8% 2008 : 13,10 FCFA Réalisation : 13,10 FCFA Pourcentage : 100,0% 2009 : 13,34 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 104,8% 2010 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2011 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2012 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2013 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2014 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2015 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2016 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2017 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2018 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2019 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0% 2020 : 14,02 FCFA Réalisation : 14,02 FCFA Pourcentage : 100,0%</p> <p> Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes douanières</p> <p>2002 : Prévisions : 46,219 FCFA Réalisation : 35,107 FCFA Pourcentage : 75,95% 2003 : Prévisions : 45,000 FCFA Réalisation : 42,25 FCFA Pourcentage : 93,9% 2004 : Prévisions : 47,000 FCFA Réalisation : 49,50 FCFA Pourcentage : 105,32% 2005 : Prévisions : 51,000 FCFA Réalisation : 42,75 FCFA Pourcentage : 83,73% 2006 : Prévisions : 55,000 FCFA Réalisation : 53,50 FCFA Pourcentage : 97,27% 2007 : Prévisions : 57,000 FCFA Réalisation : 52,00 FCFA Pourcentage : 91,23% 2008 : Prévisions : 59,000 FCFA Réalisation : 59,00 FCFA Pourcentage : 100,00%</p> <p>Source : FORBMEFI DGI DGI Douanes DGI</p> | <p>DGI DGI/DH DGI DGH PRCTG</p> | |

(En millions de FCFA)

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|--|--|------|---|---|--|--|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| <p>Maîtrise des exonérations</p> <p>Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur l'impact des exonérations fiscales et douanières.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues des audits organisationnels DGI-DGD financés par le PRCTG 1</p> <p>Réalisation de l'étude (3 mois) sur l'impact des exonérations fiscales et douanières.</p> <p>Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations</p> <p>Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.</p> <p>Pétrole</p> <p>Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédure de passation de marchés terminée en 2007 et contrat signé en mars 2008)</p> <p>Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélué aux travaux sommaires en cours dans ladite société (procédure de passation de marchés terminée en 2007 et contrat en cours de signature par la MPEF en mars 2008)</p> <p>Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3^{ème} trimestre 2007)</p> | <p>Poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations</p> <p>Participation DGI DGB, DGD dans le contrôle des exonérations</p> <p>Poursuite des opérations de recouvrements fiscales-douaniers sur l'ensemble du territoire national</p> <p>Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.</p> <p>Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières</p> <p>Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ;</p> <p>Suivi et évaluation des dispositions comptables.</p> <p>Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC</p> | <p>Poursuite des opérations relatives aux contrôles des exonérations : DGI, DGB, DGD</p> <p>Poursuite des opérations de recouvrements fiscales-douaniers sur l'ensemble du territoire national</p> <p>Suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et des actions entreprises en 2008.</p> <p>Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.</p> <p>Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières</p> <p>Suivi et évaluation des dispositions comptables.</p> <p>Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC</p> | X | <p>IDA/FMI & Gouvernement</p> <p>IDA/FMI & Gouvernement</p> | <p>Les recettes fiscales-douanières augmentent suite à la réduction des exonérations</p> <p>Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ;</p> <p>Les rapports annuels sont disponibles en temps réel</p> <p>La valeur des actifs SNPC issus de l'ex-société Hydrocongo est connue</p> | <p>Valeur et pourcentage de réduction des exonérations fiscales</p> <p>2002 : 59 390,73 FCFA 2003 : 15 955,33 FCFA - 31%</p> <p>Valeur et pourcentage de réduction des exonérations douanières</p> <p>2001 : 55 219,40 FCFA 2002 : 59 380,20 2003 : 45 905,00 2004 : 52 088,03 2005 : 108 957,10 FCFA 109% 2006 : 178 387,15 FCFA -2% 2007 : 205 000 (Prov)</p> <p>Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières depuis 2002 :</p> <p>2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 483,04% 2007 : 1 346,4 FCFA 412,91%</p> <p>Valeur des réserves SNPC au 31/12/2007 (en cours)</p> | <p>DGI DGI/DH DGI DGH PRCTG</p> <p>MH - SNPC DGH MPEF TURE Observ EIT ; Cell Ind PRCTG PURAC</p> | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|-----------|---|---|---|---------|------------------------|--|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | Pétrole Recrutement d'un consultant chargé du suivi de la fiscalité pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008 et mise en place d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière pour le second semestre 2008. Recrutement d'un consultant chargé des questions juridiques, de fiscalité et de la statistique pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008. Renforcement des capacités de la cellule des hydrocarbures : Statut du personnel. | Pétrole Mise en œuvre du suivi du système relatif à la fiscalité pétrolière. Mise en œuvre du suivi du système relatif à la gestion des questions juridiques, de fiscalité et de la statistique pétrolière. Mise en œuvre de la base des données sur la base des données sur la fiscalité pétrolière. | Pétrole Suivi et évaluation des recommandations issues des actions entreprises en 2008 et 2009. | X | IDA/FMI & Gouvernement | La Cellule des Hydrocarbures du MEFB dispose d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière et d'une base de données à jour d'informations qui permette la prise des décisions | Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 483,04% 2007 : 1346,4 FCFA 412,91% Base des données à jour de publication Pourcentage des agents formés usant des nouvelles connaissances | DGI DGDH DGI DGR PRCTG |
| | Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (<u>procédures de passation de marchés terminées en 2007</u>) Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélué aux travaux sommaires en cours dans ladite société (<u>procédures de passation de marchés terminées en 2007</u>) Etude sur la valorisation des actifs SNPC (<u>étude terminée au 3^{ème} trimestre 2007</u>) | Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ; Suivi et évaluation des dispositions comptables. Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC | Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières Suivi et évaluation des dispositions comptables. Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC | | | Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ; Les rapports annuels sont disponibles en temps réel. La valeur des actifs SNPC issus de l'ex société Hydrozongo est connue | Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 483,04% 2007 : 1346,4 FCFA 412,91% Valeur des réserves SNPC au 15/09/2007 | MH - SNPC DGH MFFB Observ. HTI Cell Ind PRCTG PURAC TOB |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|--|--|---|---------|-------------|---|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 3. Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté | 3.1. Améliorer et rationaliser la préparation du budget | | | | | | | |
| | Préparation budgétaire 1. Mise en place d'un comité interministériel pour la coordination en vue de la préparation et l'établissement d'un budget unifié de l'Etat (fonctionnement et investissement). - Revue des calendriers de préparation budgétaire pour les budgets 2008 et 2009 en vue de fixer en détail par un texte réglementaire indiquant les délais minima pour chaque étape de préparation, y compris pour le cadrage macroéconomique 2008-2009 - Lettres de cadrage budgétaire pour la discussion des projets de budgets au sein du Gouvernement ; - Tenue des conférences budgétaires au profit des ministères sectoriels et institutions concernées. | Recensement et actualisation à tous les niveaux de la dépense publique, des guides et manuels de procédures adaptés au budget unifié (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement) ; Elaboration d'un manuel méthodologique de préparation du budget unifié. Préparation du budget unifié 2009 démarre en février 2008 (cadrage budgétaire). | Validation des guides et manuels de procédures ; Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures ; Application des guides et manuels de procédures Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009 | X | IDA/FMI/FAD | Le cadrage macroéconomique 2008-2009 est validé et diffusé. Le manuel méthodologique du budget unifié est validé et diffusé. Les charges communes sont maîtrisées progressivement et stabilisées à 5% à partir de 2010 Charges communes observées (en millions) 2005 : 76 336,2 FCFA 2006 : 90 299,9 FCFA 2007 : 102,2 FCFA | Taux annuel d'exécution financière du volet investissement 2005 : 189 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% 2007 : 396 735,7 FCFA 100% Taux annuel d'exécution financière du volet fonctionnement : 2005 : 898,4 FCFA 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17% 2007 : 1 076,7 FCFA Réduction à 5% des charges communes par rapport au volet fonctionnement Taux annuel 2005 : 898,4 FCFA 79,80% 2006 : 1 225,7 FCFA 36,43% 2007 : 1 076,7 FCFA Cible 2010 = 5% 2005/2006 : 18,29% 2006-2007 : | DGPD DGR Trésor CCA TOFF PRCTG Equipe Projet |
| 3. Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté | Classifications budgétaires - Définition des types de procédures d'exécution budgétaire et des nomenclatures des pièces justificatives - Définition d'un référentiel de délais de traitement en matière de dépenses publiques - Signature du décret adoptant la classification fonctionnelle (Novembre - Décembre 2007) | Budget 2008 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001 ; Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures identifiés ; Application des guides et manuels de procédures ; Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009 | Budget 2009 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001. Suivi et évaluation du budget exercices 2009 et 2010 ainsi que des impacts des procédures mises en place. | X | IDA/FMI/FAD | Le budget est élaboré conformément aux recommandations du USRP et de la nomenclature fonctionnelle Les dépenses sont alignées sur le USRP | Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement : 2005 : 189 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% Taux annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement : 2005 : 898,4 FCFA 107,03% 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17% Pourcentage des dépenses conformes à la NSRP base 2007 | DGRP DGR CCA PRCTG Equipe Projet |

| Objectifs | (En millions de FCFA) | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|--|---|--|--------|-------------|---|---|--|
| | Mesures prioritaires | | | | | | | |
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 3. Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté | 3.2. Aligner le contenu du budget sur les priorités du DSRP | | | X | IDA/FMI/FAD | Les budgets 2008, 2009 et 2010 sont conformes aux priorités du DSRP | Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement 2005 : 169 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% 2007 : 000 000,0 FCFA 106,4% Dépenses pro pauvres 2005 : 63 964,3 FCFA 71,20% 2006 : 168 334,6 FCFA 102,01% Taux annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement 2005 : 898,4 FCFA 107,03% 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17% 2007 : 000 000,0 FCFA 106,4% Dépenses pro pauvres 2005 : 154,5 FCFA 2006 : 24,0 FCFA Variation dépenses Proj. 2005-2006 : 81,90% 2006-2007 : | Prestaire DGPD DGR DCCP DCCP P DOI PRCTG Equipe Projet |
| | Préparation du Budget 2009 et lien avec le DRSP Collecte de tous les organigrammes des ministères sectoriels Mettre en œuvre les classifications budgétaires aux normes internationales, y compris, une classification fonctionnelle basée sur le GFS 2001 Exécution du budget 2008 aux normes internationales Evaluation du budget 2007 Préparation du budget 2009 | Préparation du Budget 2010 et lien avec le DRSP Exécution du budget 2009 aux normes internationales Evaluation du budget 2008 Préparation du budget 2010 | Préparation du Budget 2011 et lien avec le DRSP Exécution du budget 2010 aux normes internationales Evaluation du budget 2009 Préparation du budget 2011 Evaluation des impacts relatifs aux réformes. | | | | | |
| 3. Accroître le niveau et l'impact des dépenses publiques sur la réduction de la pauvreté | Cadre à moyen terme pour une gestion viable des dépenses et recettes publiques : | | | X | IDA/FMI/FAD | Le CDMT est opérationnel La base des données est disponible et actualisée. L'unicité de caisse est effective ; Les recettes sont en amélioration ; La rétrocession des fonds par le MEFB aux ministères sectoriels est effective. | Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes publiques 2005 : 1 245,7 FCFA 2006 : 1 791,0 FCFA 43,77% 2007 : 0 000,0 FCFA 00,00% Valeur et pourcentage des dépenses ayant respecté le circuit mis en place | DGPD DGR DCCP DGT IGF DGR PRCTG Equipe Projet |

| Objectifs | (En millions de FCFA) | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|---|--|---|--------|--|---|--|---|
| | Mesures prioritaires | | | | | | | |
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 4. Renforcement du cadre fiduciaire | 4.1. Mettre en place un système de passation des marchés publics efficace et transparent | | | X | IDA/FMI/UNION EUROPEENNE COOPERATION FRANCAISE | Les comptes de gestion sont élaborés et adoptés Le renforcement des capacités des parlementaires et des magistrats/cadres de la CCDB est assuré | Nombre des comptes de gestion adoptés en temps réel Nombre de parlementaires, magistrats/cadres formés usant des nouvelles capacités dans le contrôle | AN CCDB MEFB DCCP DGT PRCTG Equipe Projet MPLAN MIDH |
| | Voir énumération dans l'objectif 5 : « Gestion de la réforme » | Voir énumération dans l'objectif 5 | Voir énumération dans l'objectif 5 | | | | | |
| 4.2. Assurer une reddition de comptes fiable, exhaustive et dans les délais légaux | Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements | | | X | IDA/FMI/UNION EUROPEENNE | Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés ; L'interconnexion des régions et des administrations est opérationnelle ; La production des comptes publics fiables est effective en temps réel | Réduction du temps mis dans la production des rapports Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP) | MEFB DOI PRCTG Equipe Projet ATP |
| | Comptes de gestion en chiffres Comptes de gestion sur pièces | -Construction des salles d'archives ; Formation des archivistes des pièces comptables et des états financiers ; -Formation des magistrats et cadres la cour des comptes à l'examen des comptes de gestion en chiffres et sur pièces -Formation des parlementaires à l'examen de la loi de règlement et à son explication comme à sa diffusion. | Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 - 2009 | | | | | |
| Systèmes informatiques | Systèmes informatiques | | | X | IDA/FMI/FAD/UNION EUROPEENNE | Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés ; L'interconnexion des régions et des administrations est opérationnelle ; La production des comptes publics fiables est effective en temps réel | Réduction du temps mis dans la production des rapports Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP) | MEFB DOI PRCTG Equipe Projet ATP |
| | Réalisation du schéma directeur de développement informatique et réseaux de l'administration financière de l'état sur la base de l'étude existante (Action démarrée en novembre 2007) | Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 2) - Poursuite de l'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.) ; Poursuite de la réalisation des activités prioritaires (celles qui accompagnent le déploiement des projets en cours) : SYDONIA, SYSTAF et NIU, HR.PAYROLL | Finalisation de l'informatisation de la chaîne de la dépense depuis la demande d'engagement jusqu'à l'appurement du paiement ; Collecte des données pour le calcul des indicateurs de résultat et de performance des recettes et des dépenses. | | | | | |
| -Commandes des matériels, logiciels et équipements ; Acquisition des équipements informatiques et réseaux ; - Etude d'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.) | Systèmes informatiques | | | X | IDA/FMI/FAD/UNION EUROPEENNE | Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés ; L'interconnexion des régions et des administrations est opérationnelle ; La production des comptes publics fiables est effective en temps réel | Réduction du temps mis dans la production des rapports Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP) | MEFB DOI PRCTG Equipe Projet ATP |
| | Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 1) | | | | | | | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PPTTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|-------------------------------------|---|---|--|----------|---|---|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 4. Renforcement du cadre fiduciaire | 4.3. Renforcer l'efficacité du contrôle et de l'audit interne ex-post | | | | | | | |
| | Inspection Générale des Finances & Inspection Générale d'Etat Elaboration et validation des TDR <i>NB: Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Memorandum PRCTG de mai 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)</i> | Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la IGF (Cf. Cadre institutionnel supra); Adoption des recommandations issues de l'étude; Adoption, diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques applicables à l'IGF et à l'IGE; Adoption, diffusion, vulgarisation et application du guide du vérificateur. | Mise en œuvre des recommandations issues des études Suivi et évaluation de la mise en œuvre du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur | | FMI/IDA/FAD & UNION EUROPEENNE | Les recommandations issues des audits sont mises en application Le manuel de procédure est adopté Le guide du vérificateur est adopté | Nombre de contrôles financiers effectués par an | IGF IGE DGC DGB Trésor PURAC PRCTG Equipe Projet |
| 4. Renforcement du cadre fiduciaire | 4.4. Renforcer l'audit externe | | | | | | | |
| | Contrôle juridictionnel et parlementaire Recrutement d'un consultant pour élaborer le manuel des procédures Constitution des groupes de travail Recensement des bénéficiaires de la formation | <ul style="list-style-type: none"> Organisation des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques; Elaboration d'un guide de contrôle à la Cour des Comptes (manuel de procédures) en conformité avec les normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI; Elaboration des projets de textes réglementaires sur le statut des juges financiers. | <ul style="list-style-type: none"> Suite des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques et le contrôle des finances publiques Adoption des textes réglementaires Mise en application des textes. | | FMI/IDA/FAD & UNION EUROPEENNE | Le manuel de procédures est conforme aux normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI Les contrôles juridictionnel et parlementaire sont effectifs et améliorés | Nombre des comptes des comptables publics examinés par an Nombre de contrôles juridictionnel et parlementaire effectués par an; Nombre de lois de règlement diffusés dans les délais; Nombre des cadres de la CJCDB formés 18 soit 100% Nombre des Parlementaires formés (ND). | PURAC CJCTD AN SENAT MFFB DGC PRCTG Equipe Projet |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PPTTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--------------------------|--|---|--|----------|-------------|--|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 5. Gestion de la réforme | 5.1. Cadre institutionnel du MEFB | | | | | | | |
| | Lancement de l'étude pour adapter l'organisation des services de la DGB, du Trésor, de la DGC, de la DCCP, de l'IGE... sur la base des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense (TDR validés en fin octobre 2007 et poursuite de la procédure de la passation de marchés) <i>NB: Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MFFB (Memorandum HFCIG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)</i> Validation et mise en œuvre de nouveaux organigrammes à partir des circuits d'élaboration et d'exécution du budget. | Suivi et évaluation de la mise en œuvre et l'évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense. Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGE | Suivi et évaluation de la mise en œuvre et l'évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense. Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGE. | | FMI | L'audit global du MEFB clarifie les nouveaux organigrammes des directions générales. | Le temps de latence entre l'ordonnement et le paiement réel aux fournisseurs est réduit de moitié (50%); Nombre des rapports annuels sur l'état d'avancement de qualité satisfaisante et soumis à temps | DGB Trésor DGC DCCP IGE DCCP PRCTG PURAC |
| 5. Gestion de la réforme | 5.2. Marchés publics | | | | | | | |
| | Recrutement d'un expert pour une durée d'un (1) an et d'un cabinet pour une durée de trois (3) mois pour appui au Comité de la réforme des marchés publics (CRMP) <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique au CRMP et à la Commission Code des Marchés publics Textes d'accompagnement Formation des membres Atelier de validation du Code par la Commission des Marchés Publics. | Adoption et vulgarisation du plan d'actions du CPIP par le Gouvernement; Diffusion, vulgarisation et application du nouveau Code de marchés et des textes y relatifs Renforcement des capacités aux agents du secteur public et du secteur privé en vue de développer leurs compétences et de se professionnaliser dans le cadre du nouveau des marchés publics | Mise en place des mécanismes de contrôle internes et externes Suivi et évaluation de l'application du code des marchés publics aux normes internationales Reporting 2007 - 2009 aux partenaires | X | IDA | Le CPIP est adopté et diffusé Le code des marchés publics et les textes y relatifs sont adoptés et mis en vigueur; Le renforcement des capacités est assuré. | % des marchés publics passés et conformes aux normes internationales: Néant au 31/12/2006 % des marchés publics exécutés et payés dans les délais. % des marchés publics passés en AO (DGC) et (DCMCC) % des marchés publics passés de gré à gré % des marchés publics respectant les délais réglementaires | Purac PRCTG DGB DCCP DGC DCCP Agence Régular |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|---|--|---|---|--------------------|---|--|--|--------------------------------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 5. Gestion de la réforme | 5.3. Coordination avec les bailleurs de fonds | | | | | | | |
| | <p>Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les bailleurs de fonds</p> <p>Diffusion et vulgarisation du cadre par les médias</p> | <p>Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias</p> <p>Organisation des réunions de concertation</p> | <p>Suivi des recommandations des réunions de concertation</p> | | Bailleurs & Gouvernement | <p>Le cadre de concertation est défini et opérationnel</p> | <p>Présentation des comptes rendus des réunions</p> <p>Publication des avancées sur le site Web/MEFB</p> | MEFB et les Bailleurs de fonds |
| | 5.4. Coordination entre MEFB et Ministères Sectoriels | | | | | | | |
| | <p>Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les ministères sectoriels</p> <p>Diffusion et vulgarisation du cadre de concertation par les médias</p> | <p>Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias</p> <p>Organisation des réunions de concertation inter ministérielles</p> | <p>Évaluation de la mise en œuvre des réunions de concertation inter ministérielles</p> | | Gouvernement | <p>Le cadre de concertation est défini et opérationnel</p> | <p>Présentation des comptes rendus des réunions</p> <p>Publication des avancées sur le site Web/MEFB</p> | MEFB et les Mini sector. |
| | 5.5. Renforcement des capacités techniques du MEFB | | | | | | | |
| <p>Création en 2007 du Centre de Perfectionnement des Agents des Finances (CPAF)</p> <p>Désignation des responsables du CPAF</p> <p>TDR du consultant chargé d'appui technique au CPAF ont été élaborés et soumis à l'approbation de la tutelle pour lancement de la manifestation d'intérêt au cours du 2nd semestre 2008.</p> <p>Définition d'un plan d'action opérationnel des formations et de renforcement des capacités des agents du MEFB, des secteurs publics et privés</p> | <p>Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations des agents administratifs des secteurs concernés ;</p> <p>Renforcement des capacités des agents des secteurs publics et privés ;</p> <p>Suivi et évaluation du plan de formation.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p> | <p>Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations et renforcement des capacités des agents administratifs des secteurs concernés</p> <p>Suivi et évaluation du plan de formation</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | IDA & Gouvernement | <p>Le plan d'action de formation est mis en œuvre</p> <p>Le rapport de formation est publié prenant en compte les indicateurs de performance du centre.</p> | <p>Nombre d'agents formés suivant le plan de formation</p> <p>Nombre des rapports produits par les points focaux</p> | MEFB DRHF PRCTC CPAF GENAG S | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--------------------------|--|---|--|--------|--------------|---|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| 5. Gestion de la réforme | 5.6. Renforcement des capacités techniques des Ministères Sectoriels | | | | | | | |
| | <p>- Assistance technique aux ministères sectoriels par une équipe du MEFB chargée d'étudier et d'apporter une solution aux difficultés rencontrées dans l'exécution de Budget 2006-2007 ;</p> <p>- Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi ;</p> <p>- Formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités en conformité avec le plan de formation du CPAF.</p> | <p>Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009</p> <p>Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi.</p> <p>Poursuite de la formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités ;</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p> | <p>Suivi et évaluation du plan de formation du CPAF</p> <p>Évaluation des impacts de gestion du changement</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | Gouvernement | <p>Le rapport diagnostic qui prend en compte les besoins relatifs à la préparation du budget, à son exécution et la formation des agents (ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités) est validé et disponible</p> <p>Les ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités sont formés</p> <p>L'équipe désignée par le MEFB intervient effectivement en appui technique aux ministères sectoriels</p> | <p>Nombre d'ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités formés suivant le plan de formation par secteur ;</p> <p>Nombre des mesures du rapport diagnostic pour l'assistance aux ministères sectoriels mis en application</p> | MEFB DRHF et les Mini sectoriels PRCTG GENAG S CPAF |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|---|--|--|--------|-------------|---|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière | 6. Rationalisation de la préparation et de l'exécution du budget | | | | | | | |
| | <p>Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF)-IGF-DGT-DGB</p> <ul style="list-style-type: none"> Recrutement d'une assistance technique pour conduire le renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et de contrôle interne. Recrutement d'une assistance technique pour la gestion de réseaux informatiques Organisation des séances relatives à : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration des procédures et de gestion comptable Initiation à la bureautique et acquisition des matériels, informatiques et des logiciels. | <p>Direction Générale du Contrôle Financier - IGF - DGT - DGB</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009 Organisation des séances relatives à : <ul style="list-style-type: none"> l'élaboration des procédures et de gestion comptable <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008 et 2009.</p> | <p>DGC Financier - IGF-DGT - DGB</p> <p>Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010</p> | | ACBF/FAD | <p>Les prévisions budgétaires sont améliorées</p> <p>Le suivi des dépenses propauvres est amélioré</p> <p>L'amélioration du CDMT est effective</p> | <p>Le budget couvre toutes les dépenses et recettes de l'Etat ;</p> <p>Les dépenses hors budget sont clairement identifiées</p> <p>Meilleure prévisibilité triennale des ressources allouées à la lutte contre la pauvreté</p> | MJH DGCF IGF DGT DGB DRHF Mars 2008 Web Financ P PRCTG ORANGE S |
| | 7. Renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et contrôle interne | | | | | | | |
| | <p>Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF) - IGF - DGT - DGB</p> <ul style="list-style-type: none"> Recrutement d'un consultant en administration réseaux et systèmes y compris le plan de formation et l'élaboration des procédures et gestion comptable Acquisition des équipements et logiciels informatiques Formation des agents utilisateurs du système réseau | <p>Direction Générale du Contrôle Financier - IGF - DGT - DGB</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du réseau, du système et des procédures de gestion Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur Suivi des actions de 2008 et 2009. | <p>DGC Financier - IGF - DGT - DGB</p> <p>Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur</p> <p>Suivi et évaluation des actions inscrites en 2008 et 2009</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | ACBF/FAD | <p>L'amélioration des procédures des services financiers pour renforcer les contrôles à posteriori.</p> <p>L'acquisition des équipements et logiciels d'une part, et la formation des agents et cadres, d'autre part, sont effectués.</p> | <p>Le système réseau est en place</p> | DGCF IGF DGT DGB CPAF Equip P PRCTG |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|--|--|---|--------|-------------|--|---|--|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite) | 8. Renforcement des capacités et de l'efficacité des institutions de contrôle externe | | | | | | | |
| | <p>8.1. Parquet Général/VCC</p> <p>Acquisition des équipements informatiques pour le Parquet Général :</p> <ul style="list-style-type: none"> 07 Ordinateurs PC 04 Ordinateurs portables 06 Imprimantes de bureau 04 Imprimantes portables 02 Scanners 05 Onduleurs. <p>Mise en place d'un fonds documentaire pour le Parquet Général.</p> | <p>Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général</p> <p>Suivi de la mise en place du fonds et de sa fréquentation</p> | <p>Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général</p> | | ACBF | <p>Les acquisitions en équipements informatiques sont effectives et d'utilisation correcte.</p> <p>Le fonds documentaire près du Parquet Général est ouvert aux magistrats, vérificateurs ainsi qu'au public</p> | <p>Base des données à jour de consultation et de restitution des informations</p> <p>Nombre de consultants du fonds documentaire</p> | MJH CC Parquet Général Public Equipe P PRCTG |
| Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite) | <p>8.2. Commission des Affaires juridiques (CAJ)</p> <p>Formation des parlementaires de la CAJ du Sénat et de l'Assemblée</p> <p>Formation, séminaires de formation de 40 femmes leaders sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> La budgétisation et genre L'utilisation de l'outil informatique. <p>Acquisition des équipements informatiques pour la CAJ :</p> <ul style="list-style-type: none"> 04 Ordinateurs PC 02 Ordinateurs portables 03 Imprimantes de bureau 01 Imprimante portable 02 Scanners 01 Onduleurs. | <ul style="list-style-type: none"> L'allocation des ressources budgétaires Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires juridiques avec ouvrages spécialisés de droit et finances et des périodiques. <p>Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.</p> | <p>Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | FAD/ACBF | <p>La formation, les ateliers et les séminaires en faveur des femmes leaders parlementaires sont effectués.</p> | <p>Nombre des femmes leaders formés à la gestion budgétaire et outil informatique.</p> <p>Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget</p> <p>Réduction du retard dans le vote des lois de règlements</p> | Parlem. Femmes leaders Société civile CNAF Equipe P PRCTG |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PSTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|---|--|---|------------|-------------|--|---|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| Contribuer à l'amélioration de la gouvernance économique et financière (suite) | <p>8.3. Commission Economic et Finances du Parlement (CEF)</p> <p>Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accords de prêts - Contrats pétroliers <p>Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le contrôle budgétaire - La loi des finances - Le budget fonctionnel - L'utilisation des outils informatiques/Internet. <p>Acquisition des équipements informatiques pour la CEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 02 Onduleurs | <p>Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation ressources PSTE - Fonctionnement et compétences parlementaires - Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires économiques et financières. <p>Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les techniques d'élaboration et d'analyse budgétaire.</p> <p>Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Initiative PSTE, mesures pour le point d'achèvement, dette, pétrole ; - Sensibilisation des élus locaux sur l'élaboration, le vote et le contrôle de la loi des finances | <p>Suivi du plan de formation près du CFAF</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> <p>Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la corruption, la fraude et la concussion ; - la vulgarisation rôle du Parlement | | FAD/ACBI | <p>L'amélioration du contrôle législatif est effective</p> <p>La maîtrise des audits de performance par la Cour des Comptes pour l'efficacité du contrôle judiciaire</p> | <p>Augmentation du nombre des comptes et établissements publics audités par an par la CCDB</p> <p>Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget</p> <p>Réduction du retard dans le vote des lois de règlements</p> <p>Base des données à jour d'informations pour la prise des décisions</p> | Parlement CEF Fonct P PRCTG Cofide TOFE CPM |
| | | | | | | | | |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PSTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|-----------|--|---|--|------------|---|--|---|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | <p>9. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP</p> | | | | | | | |
| | <p>DSRP</p> <p>Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP (Indicateurs macroéconomiques)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à la collecte et traitement des données statistiques - Elaboration de questionnaires - Recrutement du personnel statistique en poste - Formation aux enquêtes statistiques socio économiques. <p>Signature de la convention par l'équipe du projet et les partenaires pour l'utilisation des services des consultants internationaux.</p> | <p>DSRP</p> <p>Production d'une base des données de meilleure qualité pour le suivi et l'évaluation du DSRP : Indicateurs macro économiques (suite).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes sectorielles - Appui à la collecte des données et traitement des données statistiques <p>Production du rapport annuel des données et informations statistiques qui prend en compte les indicateurs macro économiques.</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.</p> | <p>DSRP</p> <p>Suivi et évaluation de la production du rapport annuel relatifs aux indicateurs macro-économiques</p> <p>Evaluation des impacts de gestion du changement</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.</p> | | <p>ACBI/FAD IDA/IM FNUAP OMS AFRISTAT & Macro International</p> | <p>Base des données disponible pour la production des données macro économiques.</p> <p>Les statistiques socio-économiques de meilleure qualité pour un suivi efficace des indicateurs du DSRP sont produites.</p> <p>Les rapports des évaluations de l'impact des politiques économiques sont disponibles</p> | <p>PIB/Tête</p> <p>Taux de croissance</p> <p>Taux d'investissement</p> <p>Taux d'inflation</p> <p>Ratio du service dette</p> <p>Indice de pauvreté</p> <p>Sévérité de la pauvreté</p> <p>Taux brut ou net de scolarisation</p> <p>Taux de chômage</p> <p>% population ayant accès à l'eau potable</p> <p>% population ayant accès à l'électricité</p> <p>% population utilisant du bois de chauffe</p> <p>% des femmes participant aux structures de décision et de gestion du pays</p> <p>% des ressources allouées aux administrations locales</p> <p>Taux brut de natalité</p> <p>Taux de mortalité</p> <p>Taux de mortalité maternelle</p> <p>Taux de fécondité</p> <p>Taux de prévalence du VIH/Sida, etc.</p> | <p>MFB DCE Cellule TOH DGB MIN AN DGP DSRP ONSEE Min Securité Equipe P PRCTG CEBRUS</p> |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|-----------|--|---|--|---------|---------------------------------|--|---|--|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | 10. Renforcement de l'efficacité du cadre de suivi et de l'évaluation du DSRP (Suite) | | | | | | | |
| | 10.1. DGE Organisation d'une enquête de comptabilité nationale en vue de la maîtrise du processus d'élaboration des comptes nationaux aux normes SCN 1993. Ateliers de formation à Brazzaville en comptabilité nationale en appui au projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté au CONGO. Reporting et feedback des activités 2008 aux partenaires. | DGE Acquisition du matériel informatique et des logiciels adaptés aux statistiques. - Elaboration des comptes nationaux - Gestion de la base des données. Acquisition du matériel de bureau : - Photocopieur - Machine à relier. | DGE Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009. Reporting et feedback des activités 2008 et 2009 aux partenaires. | | ACRF/FAD AFRISTAT RESIPEC | Les comptes de la nation sont produits dans les délais et sont de source fiable. Nombre des cadres et agents formés | Base des données des comptes nationaux aux normes SCN 1993 | MPLAN : CNSEE DGPLAN DGE DGCP Cellule 1 Equipe P |
| | 10.2. CNSEE Organisation de la collecte des données pour le suivi du DSRP : - Actualisation du 1 ^{er} profil de pauvreté au Congo (ECON), - Enquête démographique et santé (EDS). Recrutement d'une assistance technique pour la réalisation des enquêtes ciblées : - Assistant enquêtes QUIBB - Spécialiste en statistiques économiques - Assistance en superviseurs, - Enquêteurs et agents de saisie au niveau national. Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur : les méthodes des enquêtes de type QUIBB (2) | CNSEE Enquête emploi pour la mesure de l'ampleur du chômage et caractéristiques Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur : - Techniques de l'enquête emploi (2) - Statistiques économiques (3). Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009. | CNSEE Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010. | | ACBF/FAD & AFRISTAT | Actualisation du profil de pauvreté Mise en place d'une stratégie et des méthodes de collecte des données sur la conjoncture, l'emploi et les indicateurs de bien être. L'annuaire statistique national est produit et diffusé | Indicateurs : - socioéconomiques - du cadre de vie - de gouvernance pour le suivi DSRP Nombre d'enquêtes réalisées au 31/12/2008 Nombre d'atelier de formation réalisés au 31/12/2008 | MPLAN: CNSEE DGPLAN DGE DGCP EQUIPE Projet Cellule 1 S/C PAGGRP |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PYTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|-----------|--|--|---|---------|--------------|--|--|---|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | 10.3. DEP Ministère de la santé Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) - Validation de la carte sanitaire 2005 - Elaboration des comptes satellites de la santé Organisation des séminaires de deux (2) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire - Techniques de collecte des données. Equipements informatiques et matériels de bureau : - Matériel informatique et logiciels adaptés de statistiques sanitaires - Matériel de bureau | DEP Ministère de la santé Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS). - Actualisation de la carte sanitaire en 2007/2008 - Acquisition matériel informatique et logiciels - Formation du personnel aux logiciels acquis - Elaboration et utilisation des supports de collecte. Organisation de séminaire de un (1) nationaux à Brazzaville et à Pointe Noire. - Techniques de restitution des données à la fin du projet Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009. | DEP Ministère de la santé Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS). - Formation du personnel aux logiciels acquis - Relance de la production régulière de l'annuaire statistique. Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010. | | FNUAP OMS | La carte sanitaire 2005 est validée et celle des années 2007 et 2008 actualisée. La production de l'annuaire statistique de la santé est effective. Les comptes satellites de la santé sont élaborés | La base des données du SNIS est à jour de données et informations sanitaires Actualisation du profil de pauvreté en 2008 - 2009 | DEP CNSEE DGPLAN DGE DGCP EQUIPE Projet Cellule 1 S/C PAGGRP |

| Objectifs | Mesures prioritaires | | | D. PTE | Partenaires | Résultats attendus | Indicateurs de résultat | Resp |
|--|---|--|------|-----------|--|--|--|------|
| | 2008 | 2009 | 2010 | | | | | |
| | 11. Gestion, Gouvernance et suivi du Projet | | | | | | | |
| <p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Recrutement de l'équipe du projet (EP):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coordonnateur, - Responsable administratif et comptable, - Responsable des acquisitions Responsable de formation - Secrétaire - Chauffeur - Planton. <p>Exécution et Suivi du projet (EP).</p> <p>Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des cahiers de charges - Suivi de la conformité des prestations au sein de l'EP | <p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)</p> <p>Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance</p> <p>Suivi des formations</p> <p>Evaluation des activités au de l'EP</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions 2008-2009.</p> | <p>Cellule de mise en œuvre du projet</p> <p>Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)</p> <p>Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010</p> | | ACBF/FAD | <p>Le comité de pilotage est effectif avec la large participation des Directeurs généraux</p> <p>L'organe de coordination de l'EP est mis en place au sein du Cabinet du MCFB.</p> <p>La cellule de mise en œuvre du projet est opérationnelle au sein du Cabinet du MCFB.</p> | <p>Taux de décaissement à 40% à fin 2007 ; 70% à fin 2008 et 100% en 2009</p> <p>Production de 4 rapports d'activités par an</p> <p>Production d'un rapport d'audit par an d'ici 2009.</p> | <p>AEP</p> <p>CD/DR</p> <p>Parlem.</p> <p>MEFD</p> <p>Equipe Projet</p> <p>S/C</p> <p>PARCOP</p> <p>CPP</p> <p>DGO</p> <p>DGCF</p> <p>IGF</p> <p>CD/DR</p> <p>CNSEE</p> <p>Parlem.</p> <p>S/C</p> <p>PARCOP</p> | |

**MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME
ET DE L'HABITAT**

Arrêté n° 741 du 16 avril 2008 fixant les modalités d'accès aux logements sociaux et économiques financés par l'Etat ou en partenariat.

Le ministre de la construction,
de l'urbanisme et de l'habitat,

Vu la Constitution;

Vu la loi n° 13-2004 du 31 mars 2004 relative aux activités de promotion immobilière et de construction d'ouvrage de bâtiment ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables au régime domanial et foncier ;

Vu la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret n° 2003-107 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat chargé de la réforme foncière ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

Arrête :

Article premier : Le présent arrêté fixe les mécanismes et les conditions d'accès aux logements sociaux et économiques financés par l'Etat ou en partenariat

Article 2 : À l'exception des expropriés, les attributaires doivent être des primo-accedants d'un logement.

Article 3 : La priorité dans l'accession au logement est réservée aux familles expropriées qui exercent leur droit de préemption dans les délais définis contractuellement.

Article 4 : L'acquisition d'un logement économique s'effectue soit par paiement comptant du prix, soit par versement de l'acompte fixé assorti d'un financement bancaire pour le solde.

Ces conditions constituent des préalables à toute remise des clés.

Article 5 : A titre exceptionnel, trois pour cent du nombre total du programme des logements sociaux et économiques feront l'objet de cession gracieuse aux familles les plus démunies par le Président de la République.

Article 6 : Les familles dont la modicité des revenus est établie accèdent aux logements sociaux sous forme locative dans un premier temps. Ce contrat de location est assorti d'une promesse de vente.

La somme des loyers versés par ces familles pendant dix ans, constitue un acompte pour l'acquisition desdits logements.

Passé le délai de 10 ans, les mensualités versées sont des acomptes pour solder le prix du logement.

Sauf cas de force majeure, tout incident dans le versement de cette mensualité, constitue un élément d'annulation de la promesse de vente.

Article 7: Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville le, 16 avril 2008

Claude Alphonse NSILOU

**MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DE L'HYDRAULIQUE**

Décret n° 2008-85 du 16 avril 2008 fixant les modalités et les conditions d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau ;
Vu le décret n° 2003-106 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie forestière et de l'environnement ;

Vu le décret n° 2003-114 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre du commerce, de la consommation et des approvisionnements ;

Vu le décret n° 2003-117 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre des mines, de l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2003-118 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2003-155 du 4 août 2003 portant attributions et organisation de la direction générale de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2003-158 du 4 août 2003 portant organisation du ministère des mines, de l'énergie et de l'hydraulique ;

Vu le décret n° 2005-186 du 10 mars 2005 relatif aux attributions du ministre du développement industriel et de la promotion du secteur privé ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décrète :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : L'activité de production autonome de l'eau est l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation et à l'exploitation des systèmes privés de production d'eau à des fins domestiques, industrielles et commerciales par des personnes physiques ou morales.

Article 2 : Est considéré comme système de production autonome de l'eau, tout ouvrage privé de production d'eau, autre que le système de service public de distribution d'eau potable et les systèmes de production autonome de l'eau, destiné à desservir les communautés rurales dans le cadre de l'hydraulique rurale.

Article 3 : Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux systèmes de production autonome de l'eau destinés à desservir les communautés rurales dans le cadre de l'hydraulique villageoise mise en oeuvre par les pouvoirs publics.

**CHAPITRE II : DES MODALITES D'EXERCICE
DE L'ACTIVITE DE PRODUCTION
AUTONOME DE L'EAU**

Article 4 : Toute activité de production autonome de l'eau à des fins domestiques, industrielles et commerciales est soumise aux modalités suivantes :

- le régime de liberté ;
- la déclaration préalable ;
- l'autorisation préalable.

L'activité de production autonome de l'eau est libre lorsque le volume des eaux prélevées est inférieur à dix mètres cubes par trimestre.

L'activité de production autonome de l'eau est soumise au régime de déclaration préalable pour tout volume de prélèvement compris entre dix et cinquante mètres cubes par trimestre.

L'activité de production autonome de l'eau est soumise au régime d'autorisation préalable pour tout volume de prélèvement supérieur à cinquante mètres cubes par trimestre.

Article 5 : Toute personne physique ou morale propriétaire, responsable ou exploitant d'un système de production autonome de l'eau, soumis au régime de liberté est tenue de fournir toutes les informations sur le système de prélèvement auprès de l'administration de l'eau ayant juridiction sur la zone d'emprise de son système.

Article 6 : Toute personne physique ou morale désirant implanter ou exploiter un système de production autonome de l'eau soumis aux régimes de déclaration préalable ou d'autorisation préalable, est tenue de se conformer aux procédures de déclaration ou d'autorisation ainsi qu'aux conditions d'autorisation fixées par arrêté du ministre chargé de l'eau.

CHAPITRE III : DES CONDITIONS D'EXERCICE ET DE CONTROLE DU SYSTEME DE PRODUCTION AUTONOME DE L'EAU

Section 1 : Des conditions d'exercice

Article 7 : Toute personne physique ou morale, propriétaire, responsable ou exploitant d'un système autonome de prélèvement des eaux de surface ou souterraines à des fins domestiques, industrielles et commerciales est assujettie au paiement d'une redevance.

La redevance de prélèvement des eaux est calculée sur la base des volumes d'eau prélevés suivant un taux unitaire de taxation annuelle fixée par arrêté conjoint des ministres chargés de l'eau et des finances.

Cette redevance n'est pas due par les communautés de base lorsqu'elles exploitent un système de production autonome de l'eau dans le cadre de leurs activités communautaires.

Un arrêté du ministre chargé de l'eau fixe les conditions d'application de cette exonération.

Article 8 : La redevance de prélèvement est versée au Trésor public.

Les taux de sa répartition sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'eau et des finances.

Article 9 : Tout système de production autonome de l'eau situé dans les zones au sein desquelles la gestion du service public de l'eau a fait l'objet d'un contrat de délégation, est soumis au versement d'une taxe spéciale dont le taux et les modalités d'affectation sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'eau et des finances.

Section 2 : Du contrôle

Article 10 : Tout système de production autonome de l'eau à des fins domestiques, industrielles et commerciales doit être doté d'un dispositif de contrôle conforme à un modèle approuvé et agréé par arrêté du ministre chargé de l'eau, permettant de mesurer les volumes prélevés, ainsi que la qualité de l'eau produite et mise à la consommation.

Article 11 : Le propriétaire, l'exploitant ou le responsable d'un système de production autonome de l'eau soumis aux régimes de déclaration préalable ou d'autorisation préalable doit, sur un registre fourni par l'administration en charge de l'eau, noter mensuellement :

- les volumes prélevés
- le nombre d'heures de prélèvement ;
- l'usage et les conditions d'utilisation des eaux prélevées ;
- les variations éventuelles de qualité des eaux prélevées ;
- les conditions de rejet des eaux après utilisation ;
- la nature des produits utilisés pour le traitement de l'eau ;
- les incidents survenus dans l'exploitation du système ;

- les opérations d'entretien et de maintenance ;
- la tarification appliquée pour la vente de l'eau.

Article 12 : Le propriétaire, l'exploitant ou le responsable d'un système de production autonome de l'eau est tenu d'informer immédiatement l'administration en charge de l'eau de tout problème majeur qui surviendrait au cours de l'exploitation de la ressource.

Article 13 : La surveillance et le contrôle des systèmes de production autonome de l'eau sont effectués par l'administration en charge de l'eau assurant les missions de police des eaux.

Le contrôle de la qualité est effectué de concert avec les administrations chargées de la consommation et de la santé publique.

Article 14: Les propriétaires, les exploitants ou les responsables des systèmes de production autonome de l'eau sont tenus de faciliter l'accès en tout temps aux agents habilités ou assermentés de l'administration en charge de l'eau et de leur donner communication du registre visé à l'article 11 du présent décret, sur lequel ceux-ci mentionnent leurs observations.

Article 15: Le ministre chargé de l'eau peut mettre en demeure le propriétaire, exploitant ou responsable du système de production autonome de l'eau en cause, de se conformer, dans un délai de trois mois, aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation et aux normes des dispositifs de surveillance.

Article 16 : Toute infraction constatée lors d'un contrôle fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'administration en charge de l'eau pour notification au contrevenant.

Le contrevenant dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification pour se mettre en règle.

En cas de contestation, la réclamation est adressée dans un délai d'un mois et examinée par le ministre chargé de l'eau.

Si la réclamation est fondée, le procès-verbal est classé sans suite.

Dans le cas contraire, le ministre chargé de l'eau ou le directeur général de l'organe de régulation du secteur de l'eau prononce, à l'échéance du délai de trois mois, la sanction correspondant à l'infraction, conformément aux textes législatifs en la matière et aux dispositions spécifiques fixées par l'arrêté d'autorisation.

Le contrevenant peut, s'il le désire, et en tout état de cause, faire appel de la sanction auprès des juridictions compétentes.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 17 : Les systèmes de production autonome de l'eau existant antérieurement aux dispositions du présent décret doivent s'y conformer, dans un délai de six mois à compter de la date de publication du présent décret.

Article 18 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 16 avril 2008

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre de l'énergie
et de l'hydraulique,

Bruno Jean Richard ITOUA

Le ministre du développement industriel
et de la promotion du secteur privé,

Emile MABONZO

Le ministre de l'économie forestière,

Henri DJOMBO

Le ministre de l'économie,
des finances et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA

Le ministre du commerce,
de la consommation et des approvisionnements,

Jeanne DAMBENDZET.

Le ministre de la santé, des affaires sociales
et de la famille,

Emilienne RAOUL

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME DE L'ETAT

PROMOTION

Arrêté n° 695 du 15 avril 2008. M. DZANGA (Prosper), professeur des collèges d'enseignement général de 6^e échelon, indice 1090 des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (enseignement), admis à la retraite depuis le 1^{er} février 2004, est promu à deux ans, au titre de l'année 1991 au 7^e échelon, indice 1180 pour compter du 8 mai 1991, ACC = néant.

L'intéressé est versé pour compter de cette dernière date dans les cadres de la catégorie I, échelle 2, 2^e classe, 2^e échelon, indice 1180 et promu à deux ans, au titre des années 1993, 1995, 1997, 1999, 2001 et 2003, successivement aux échelons supérieurs :

- au 3^e échelon, indice 1280 pour compter du 8 mai 1993 ;
- au 4^e échelon, indice 1380 pour compter du 8 mai 1995.

3^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1480 pour compter du 8 mai 1997 ;
- au 2^e échelon, indice 1580 pour compter du 8 mai 1999 ;
- au 3^e échelon, indice 1680 pour compter du 8 mai 2001 ;
- au 4^e échelon, indice 1780 pour compter du 8 mai 2003.

En application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982, notamment en son article 5, point n° 1, M. **DZANGA (Prosper)**, bénéficiaire d'une bonification d'un échelon, est promu hors classe, 1^{er} échelon, indice 1900 pour compter du 1^{er} février 2004.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions, ce versement et cette bonification ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Arrêté n° 696 du 15 avril 2008. M. EBARA (Alphonse), administrateur de 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 1450 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services admi-

nistratifs et financiers (administration générale), est promu au grade supérieur au choix au titre de l'année 2007 et nommé administrateur en chef de 2^e échelon, indice 1600 pour compter du 15 février 2007, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 697 du 15 avril 2008. M. BASSOUMBA (Raphaël), secrétaire principal d'administration de 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 770 des cadres de la catégorie II, échelle 1 des services administratifs et financiers (administration générale), est promu à deux ans, au titre des années 2007 et 2007, successivement aux échelons supérieurs, ACC = néant.

- Au 2^e échelon, indice 830 pour compter du 12 mai 2005 ;
- au 3^e échelon, indice 890 pour compter du 12 mai 2007.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 698 du 15 avril 2008. M. LIKIBI (René), ingénieur de 2^e échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (information), est promu à deux ans, au titre des années 1990 et 1992, successivement aux échelons supérieurs comme suit, ACC = néant.

- Au 3^e échelon, indice 1010 pour compter du 5 septembre 1990 ;
- au 4^e échelon, indice 1140 pour compter du 5 septembre 1992.

L'intéressé est versé pour compter de cette dernière date dans les cadres de la catégorie I, échelle 1, 1^{re} classe, 3^e échelon, indice 1150 et promu à deux ans, au titre des années 1994, 1996, 1998, 2000, 2002 et 2004, successivement aux échelons supérieurs :

- au 4^e échelon, indice 1300 pour compter du 5 septembre 1994.

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1450 pour compter du 5 septembre 1996 ;
- au 2^e échelon, indice 1600 pour compter du 5 septembre 1998 ;
- au 3^e échelon, indice 1750 pour compter du 5 septembre 2000 ;
- au 4^e échelon, indice 1900 pour compter du 5 septembre 2002.

3^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 2050 pour compter du 5 septembre 2004.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions et ce versement ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 699 du 15 avril 2008. M. DISSA (Raphaël), ingénieur de 2^e échelon, indice 940 des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services techniques (information), est

promu à deux ans, au titre des années 1986, 1988, 1990 et 1992, successivement aux échelons supérieurs comme suit : ACC = néant.

- Au 3^e échelon, indice 1010 pour compter du 20 juillet 1986 ;
- au 4^e échelon, indice 1140 pour compter du 20 juillet 1988 ;
- au 5^e échelon, indice 1220 pour compter du 20 juillet 1990 ;
- au 6^e échelon, indice 1300 pour compter du 20 juillet 1992.

L'intéressé est versé pour compter de cette dernière date dans les cadres de la catégorie I, échelle 1, 1^{re} classe, 4^e échelon, indice 1300 et promu à deux ans, au titre des années 1994, 1996, 1998, 2000, 2002 et 2004, successivement aux échelons supérieurs :

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1450 pour compter du 20 juillet 1994 ;
- au 2^e échelon, indice 1600 pour compter du 20 juillet 1996 ;
- au 3^e échelon, indice 1750 pour compter du 20 juillet 1998 ;
- au 4^e échelon, indice 1900 pour compter du 20 juillet 2000.

3^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 2050 pour compter du 20 juillet 2002 ;
- au 2^e échelon, indice 2200 pour compter du 20 juillet 2004.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions et ce versement ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 701 du 15 avril 2008. Mme **MALONGA SILAHO** née **MOUYAMA (Antoinette)**, vétérinaire inspectrice de 3^e classe, 2^e échelon, indice 2200 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services techniques (élevage), est promu à deux ans, au titre de l'année 2005 au 3^e échelon, indice 2350 pour compter du 16 octobre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 702 du 15 avril 2008. M. **OKELE (Guy Charles)**, ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe, 4^e échelon, indice 1380 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (agriculture), est promu à deux ans, au titre de l'année 2004 à la 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 1480 pour compter du 30 mai 2004, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 703 du 15 avril 2008. M. **POUNGUI (Jean Pierre)**, ingénieur des travaux ruraux de 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 1080 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (génie rural), est promu à deux ans, au titre de l'année 2005, au 2^e échelon, indice 1180 pour compter du 14 novembre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 704 du 15 avril 2008. Mlle **FOLO (Adèle)**, ingénieur des travaux d'élevage de 2^e classe, 3^e échelon, indice 1280 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (élevage), est promue à deux ans, au titre de l'année 2005 au 4^e échelon, indice 1380 pour compter du 3 juillet 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 705 du 15 avril 2008. Les ingénieurs de développement rural de 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 1450 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services techniques (développement rural), dont les noms et prénoms suivent, sont promus à deux ans, au titre des années 2002 et 2004, successivement aux échelons supérieurs comme suit, ACC = néant.

KOUNDISSA (Gilbert)

Année : 2002 Classe : 2
Echelon : 2^e Indice : 1600
Prise d'effet : 29-6-2002

Année : 2004 Echelon : 3^e
Indice : 1750 Prise d'effet : 29-6-2004

NZAHOU (Hubert)

Année : 2002 Classe : 2
Echelon : 2^e Indice : 1600
Prise d'effet : 9-5-2002

Année : 2004 Echelon : 3^e
Indice : 1750 Prise d'effet : 9-5-2004

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 706 du 15 avril 2008. Les ingénieurs des travaux ruraux de 2^e classe, 4^e échelon, indice 1380 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (génie rural), dont les noms et prénoms suivent, sont promus à deux ans, au titre de l'année 2005, à l'échelon supérieur comme suit, ACC = néant.

MBANI-MONKALA (Florent Alexis)

Année : 2005 Classe : 3
Echelon : 1^{er} Indice : 1480
Prise d'effet : 19-8-2005

SAMBA (Ascension)

Année : 2005 Classe : 3
Echelon : 1^{er} Indice : 1480
Prise d'effet : 5-8-2005

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 707 du 15 avril 2008. M. **MATSIONA (Marcel)**, ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe, 2^e

échelon, indice 1180 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (agriculture), est promu à deux ans, au titre de l'année 2005 au 3^e échelon, indice 1280 pour compter du 9 octobre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 708 du 15 avril 2008. M. TSOTA (Jean Pierre), ingénieur des travaux ruraux de 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 1080 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (génie rural), est promu à deux ans, au titre des années 2003 et 2005, successivement aux échelons supérieurs comme suit, ACC = néant.

- Au 2^e échelon, indice 1180 pour compter du 2 mai 2003 ;
- au 3^e échelon, indice 1280 pour compter du 2 mai 2005.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Arrêté n° 709 du 15 avril 2008. Mme LAMBITSI née MOUYEGUE (Cathérine), ingénieur des travaux de développement rural de 2^e classe, 2^e échelon, indice 1180 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (élevage), est promue à deux ans, au titre des années 2002 et 2004, successivement aux échelons supérieurs comme suit, ACC = néant.

- Au 3^e échelon, indice 1280 pour compter du 5 juin 2002 ;
- au 4^e échelon, indice 1380 pour compter du 5 juin 2004.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 710 du 15 avril 2008. M. NGOYI (Paul), ingénieur des travaux agricoles de 1^{re} classe, 2^e échelon, indice 780 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (agriculture), est promu à deux ans, au titre des années 1995, 1997, 1999, 2001, 2003 et 2005, successivement aux échelons supérieurs, ACC = néant.

- Au 3^e échelon, indice 880 pour compter du 22 mars 1995 ;
- au 4^e échelon, indice 980 pour compter du 22 mars 1997.

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1080 pour compter du 22 mars 1999 ;
- au 2^e échelon, indice 1180 pour compter du 22 mars 2001 ;
- au 3^e échelon, indice 1280 pour compter du 22 mars 2003 ;
- au 4^e échelon, indice 1380 pour compter du 22 mars 2005.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 711 du 15 avril 2008. M. NGOMA (François), ingénieur des travaux d'élevage de 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 1480 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (élevage), est promu à deux ans, au titre de l'année 2004 au 2^e échelon, indice 1580 pour compter du 27 mars 2004, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 712 du 15 avril 2008. M. GAMBOU (Pierre Anatole), ingénieur des travaux agricoles de 2^e classe, 3^e échelon, indice 1280 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (agriculture), est promu à deux ans, au titre de l'année 2004 au 4^e échelon, indice 1380 pour compter du 1^{er} janvier 2004, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 713 du 15 avril 2008. Les ingénieurs des travaux agricoles de 2^e classe, 3^e échelon, indice 1280 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services techniques (agriculture) dont les noms et prénoms suivent, sont promus à deux ans, au titre de l'année 2005 à l'échelon supérieur comme suit, ACC = néant.

LOEMBA (Florent)

| Années | Cl | Ech | Ind | Prise d'effet |
|--------|----|-----|----------------|----------------|
| 2005 | | 2 | 4 ^e | 1380 23-5-2005 |

NGOUMA (Joseph)

| Années | Cl | Ech | Ind | Prise d'effet |
|--------|----|-----|----------------|---------------|
| 2005 | | 2 | 4 ^e | 1380 1-1-2005 |

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 714 du 15 avril 2008. M. SENG MAVOU-NIA (Mathias), ingénieur d'agriculture de 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 2050 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services techniques (agriculture), est promu à deux ans, au titre de l'année 2005 au 2^e échelon, indice 2200 pour compter du 26 octobre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 715 du 15 avril 2008. M. AKOUELE (Gaspard), attaché de 3^e classe, 2^e échelon, indice 1580 des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services administratifs et financiers (administration générale), est promu à deux ans, au titre de l'année 2005 au 3^e échelon, indice 1680 pour compter du 19 octobre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 716 du 15 avril 2008. Mlle MOUNZENZE (Dénise), conductrice principale d'agriculture de 2^e classe, 4^e échelon, indice 950 des cadres de la catégorie II, échelle 1 des services techniques (agriculture), est promue à deux ans, au titre de l'année 2005 à la 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 1090 pour compter du 1^{er} janvier 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter de la date ci-dessus indiquée.

Arrêté n° 735 du 16 avril 2008. M. **MISSAMOU BINOUEA (Joseph)**, médecin hors classe, 1^{er} échelon, indice 2650 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services sociaux (santé publique), admis à la retraite depuis le 1^{er} octobre 2006, est promu à deux ans, au titre des années 2001, 2003 et 2005, successivement aux échelons supérieurs comme suit, ACC = néant.

- Au 2^e échelon, indice 2800 pour compter du 10 février 2001 ;
- au 3^e échelon, indice 2950 pour compter du 10 février 2003 ;
- au 4^e échelon, indice 3100 pour compter du 10 février 2005.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Arrêté n° 736 du 16 avril 2008. M. **OBONGO-ANGA (Franchel)**, administrateur de 1^{re} classe, 3^e échelon, indice 1150 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services administratifs et financiers (administration générale), est promu à deux ans, au titre des années 1995, 1997, 1999, 2001 et 2003, successivement aux échelons supérieurs comme suit :

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1450 pour compter du 20 avril 1997 ;
- au 2^e échelon, indice 1600 pour compter du 20 avril 1999 ;
- au 3^e échelon, indice 1750 pour compter du 20 avril 2001 ;
- au 4^e échelon, indice 1900 pour compter du 20 avril 2003.

L'intéressé est promu au grade supérieur à l'ancienneté au titre de l'année 2005 et nommé administrateur en chef de 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 2050 pour compter du 20 avril 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion au grade supérieur à l'ancienneté ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 737 du 16 avril 2008. M. **OBELE-BELE (Abib Juste)**, inspecteur des impôts de 1^{re} classe, 3^e échelon, indice 1150 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services administratifs et financiers (impôts), est promu à deux ans, au titre des années 2004 et 2006, successivement aux échelons supérieurs comme suit :

- au 4^e échelon, indice 1300 pour compter du 1^{er} juillet 2004.

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 1450 pour compter du 1^{er} juillet 2006.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 738 du 16 avril 2008. M. **KIBALA (Michel)**, inspecteur de 2^e classe, 2^e échelon, indice 1600 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services administratifs et financiers (douanes), est promu à deux ans, au titre de l'année 2003, au 3^e échelon, indice 1750 pour compter du 15 octobre 2003.

L'intéressé est promu au grade supérieur à l'ancienneté au titre de l'année 2005 et nommé inspecteur principal des douanes de 2^e classe, 4^e échelon, indice 1900 pour compter du 15 octobre 2005, ACC = néant.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion au grade supérieur à l'ancienneté ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 739 du 16 avril 2008. M. **MAKOSSO (Antoine)**, professeur certifié des lycées de 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 2050 des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services sociaux (enseignement), admis à la retraite depuis le 1^{er} octobre 2006, est promu à deux ans, au titre de l'année 2005, au 2^e échelon, indice 2200 pour compter du 19 décembre 2005.

En application des dispositions du décret n° 82-256 du 24 mars 1982, notamment en son article 5, point n° 1, l'intéressé, bénéficiaire d'une bonification d'un échelon, est promu au 3^e échelon, indice 2350 pour compter du 1^{er} octobre 2006.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette promotion et cette bonification ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

TITULARISATION

Arrêté n° 700 du 15 avril 2008. Mlle **AVOUNOU (Marcelle Nathalie)**, opératrice stagiaire indice 270 des cadres de la catégorie D, hiérarchie I des services sociaux (information), est titularisée au titre de l'année 1992 et nommée au 1^{er} échelon, indice 300 pour compter du 17 juin 1992.

L'intéressée est versée pour compter de cette date dans les cadres de la catégorie III, échelle 1, 1^{re} classe, 1^{er} échelon, indice 375 et promue à deux ans, au titre des années 1994, 1996, 1998, 2000, 2002 et 2004, successivement aux échelons supérieurs comme suit :

- au 2^e échelon, indice 405 pour compter du 17 juin 1994 ;
- au 3^e échelon, indice 435 pour compter du 17 juin 1996 ;
- au 4^e échelon, indice 475 pour compter du 17 juin 1998.

2^e classe

- Au 1^{er} échelon, indice 505 pour compter du 17 juin 2000 ;
- au 2^e échelon, indice 535 pour compter du 17 juin 2002 ;
- au 3^e échelon, indice 565 pour compter du 17 juin 2004.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette titularisation, ce versement et ces promotions ne produiront aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

STAGE

Arrêté n° 719 du 16 avril 2008. M. **OKOKO (Dieudonné)**, attaché des douanes de 1^{re} classe, 4^e échelon des cadres de la catégorie I, échelle 2, est autorisé à suivre un stage de formation, option : douanes, à l'école nationale des douanes de Tourcoing en France, pour une durée d'un an, au titre de l'année académique 2006-2007.

Les frais de transport, d'études et de séjour sont à la charge de l'Etat congolais.

Les services du ministère de l'économie, des finances et du budget sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde, des indemnités de première mise d'équipement et de logement, ainsi que des allocations familiales.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat congolais.

Arrêté n° 720 du 16 avril 2008. M. **GATSE (Alphonse)**, ingénieur des travaux statistiques de 1^{re} classe,

4^e échelon des cadres de la catégorie I, échelle 2, déclaré admis au concours professionnel, session de 2006, est autorisé à suivre un stage de formation, option : management des techniques comptables, à l'institut supérieur de commerce et des affaires de Brazzaville, pour une durée de deux ans, au titre de l'année académique 2006-2007.

Les services du ministère de l'économie, des finances et du budget sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat congolais.

Arrêté n° 721 du 16 avril 2008. M. **LEKIBI (Franck Gualbert)**, agent spécial principal de 1^{re} classe, 3^e échelon des cadres de la catégorie II, échelle 1, est autorisé à suivre un stage de formation, option : comptabilité et gestion financière, à l'institut de gestion et de développement économique de Brazzaville, pour une durée de deux ans, à compter de l'année académique 2007-2008.

Les services du ministère de l'économie, des finances et du budget sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat congolais.

Arrêté n° 722 du 16 avril 2008. M. **BIBILA (Joseph)**, professeur technique adjoint des lycées de 1^{re} classe, 2^e échelon, des cadres de la catégorie I, échelle 2, déclaré admis au concours professionnel, session d'octobre 2003, est autorisé à suivre un stage de formation au cycle ingénieur, option : électromécanique, à l'école nationale supérieure polytechnique de Brazzaville, pour une durée de trois ans, pour compter de l'année académique 2003-2004.

Les services du ministère de l'économie, des finances et du budget sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat congolais.

Arrêté n° 723 du 16 avril 2008. Mme **MBOUNGOU née MABIKA MOUSSOKI (Pauline)**, institutrice de 1^{er} échelon, déclarée admise au concours professionnel, session de mai 2004, est autorisée à suivre un stage de formation, filière : conseiller principal de jeunesse, à l'institut national de la jeunesse et des sports de Brazzaville, pour une durée de trois ans, pour compter de l'année académique 2004-2005.

Les services du ministère de l'économie, des finances et du budget sont chargés du mandatement à son profit de l'intégralité de sa solde.

Ces dépenses sont imputables au budget de l'Etat congolais.

REVISION DE SITUATION ET RECONSTITUTION DE CARRIERE ADMINISTRATIVES

Arrêté n° 694 du 15 avril 2008. La situation administrative de M. **BOUNGOU (Jérôme Grégoire)**, instituteur principal des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services sociaux (enseignement), retraité, est révisée comme suit :

Ancienne situation

Catégorie B, hiérarchie I

- Promu au grade d'instituteur principal, de 7^e échelon, indice 920 pour compter du 1^{er} avril 1980 (arrêté n° 8875 du 17 septembre 1982).

Catégorie I, échelle 2

- Inscrit au titre de l'année 1995, promu sur liste d'aptitude, nommé au grade d'instituteur principal des cadres de la catégorie I, échelle 2, 1^{re} classe, 4^e échelon, indice 980 pour compter du 16 juin 1995 (arrêté n° 4938 du 2 juin 2004) ;
- admis à la retraite pour compter du 1^{er} novembre 2005 (let-

tre de préavis de mise à la retraite n° 1572 du 2 novembre 2005).

Nouvelle situation

Catégorie B, hiérarchie I

- Promu au grade d'instituteur de 7^e échelon, indice 920 pour compter du 1^{er} avril 1980 ;
- promu au 8^e échelon, indice 970 pour compter du 1^{er} avril 1982 ;
- promu au 9^e échelon, indice 1030 pour compter du 1^{er} avril 1984 ;
- promu au 10^e échelon, indice 1120 pour compter du 1^{er} avril 1986.

Catégorie II, échelle 1

- Versé dans les cadres de la catégorie II, échelle 1, 3^e classe, 3^e échelon, indice 1190 pour compter du 1^{er} janvier 1991 ;
- bénéficiaire d'une bonification d'un échelon est promu au 4^e échelon, indice 1270 pour compter du 1^{er} janvier 1991.

Hors classe

- Promu au 1^{er} échelon, indice 1370 pour compter du 1^{er} janvier 1993 ;
- promu au 2^e échelon, indice 1470 pour compter du 1^{er} janvier 1995.

Catégorie I, échelle 2

- Inscrit au titre de l'année 1995, promu sur liste d'aptitude, nommé au grade d'instituteur principal des cadres de la catégorie I, échelle 2, 3^e classe, 1^{er} échelon, indice 1480, ACC = 5 mois 15 jours pour compter du 16 juin 1995 ;
- promu au 2^e échelon, indice 1580 pour compter du 1^{er} janvier 1997 ;
- promu au 3^e échelon, indice 1680 pour compter du 1^{er} janvier 1999 ;
- promu au 4^e échelon, indice 1780 pour compter du 1^{er} janvier 2001.

Hors classe

- Promu au 1^{er} échelon, indice 1900 pour compter du 1^{er} janvier 2003 ;
- promu au 2^e échelon, indice 2020 pour compter du 1^{er} janvier 2005 ;
- bénéficiaire d'une bonification d'un échelon est promu au 3^e échelon, indice 2140 pour compter du 1^{er} novembre 2005.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette révision de situation administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Arrêté n° 733 du 16 avril 2008. La situation administrative de M. **NDOVO (Laurent)**, ingénieur principal des techniques industrielles des cadres de la catégorie I, échelle 1 des services techniques (techniques industrielles), est reconstituée comme suit :

Ancienne situation

Catégorie I, échelle 1

- Titulaire du diplôme de master of sciences en ingénierie, spécialité : ordinateurs spécialisés complexes, systèmes et réseau d'ordinateurs, obtenu à l'institut polytechnique de Vladmir (ex URSS), est pris en charge par la fonction publique, pour une durée indéterminée en qualité d'ingénieur principal des techniques industrielles contractuel de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, indice 850 pour compter du 22 août 2000 (décret n° 2005-333 du 2 août 2005) ;
- intégré, titularisé et nommé dans les cadres réguliers de la fonction publique au grade d'ingénieur principal des techniques industrielles de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, indice 850, ACC = néant pour compter du 23 novembre 2006 (arrêté n° 10014 du 23 novembre 2006).

Nouvelle situation

Catégorie I, échelle 1

- Titulaire du diplôme de master of sciences en ingénierie,

spécialité : ordinateurs spécialisés complexes, systèmes et réseau d'ordinateurs, obtenu à l'institut polytechnique de Vladmir (ex URSS), est pris en charge par la fonction publique, pour une durée indéterminée en qualité d'ingénieur principal des techniques industrielles contractuel de 1^{re} classe, 1^{er} échelon, indice 850 pour compter du 22 août 2000 ;

- avancé au 2^e échelon, indice 1000 pour compter du 22 décembre 2002 ;
- avancé au 3^e échelon, indice 1150 pour compter du 22 décembre 2004 ;
- intégré, titularisé et nommé dans les cadres réguliers de la fonction publique au grade d'ingénieur principal des techniques industrielles de 1^{re} classe, 3^e échelon, indice 1150, ACC = 1 an 7 mois 1 jour pour compter du 23 novembre 2006 ;
- promu au 4^e échelon, indice 1300 pour compter du 22 avril 2007.

Catégorie I, échelle 1

- Admis au test de changement de spécialité, session 2006, option : douanes, est versé à concordance de catégorie et d'indice dans les cadres des services administratifs et financiers (douanes) à la catégorie I, échelle 1, 1^{re} classe, 4^e échelon, indice 1300, ACC = néant et nommé au grade d'inspecteur des douanes à compter de la date de signature du présent arrêté.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette reconstitution de carrière administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

Arrêté n° 734 du 16 avril 2008. La situation administrative de M. **MOUSSOUNDA (Benjamin)**, attaché des cadres de la catégorie I, échelle 2 des services administratifs et financiers (douanes), est reconstituée comme suit :

Ancienne situation

Catégorie I, échelle 2

- Titulaire du brevet de l'école nationale d'administration et de magistrature, filière : douanes, est reclassé à la catégorie I, échelle 2 et nommé au grade d'attaché des douanes de 1^{re} classe, 3^e échelon, indice 880, ACC = néant pour compter du 23 novembre 1999, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage ;
- promu au 4^e échelon, indice 980 pour compter du 23 novembre 2001.

2^e classe

- Promu au 1^{er} échelon, indice 1080 pour compter du 23 novembre 2003 (arrêté n° 630 du 18 janvier 2005).

Nouvelle situation

2^e classe

- Promu au 1^{er} échelon, indice 1080 pour compter du 23 novembre 2003 ;
- promu au 2^e échelon, indice 1180 pour compter du 23 novembre 2005.

Catégorie I, échelle 1

- Titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration et de magistrature, filière : douanes, est reclassé à la catégorie I, échelle 1 et nommé au grade d'inspecteur des douanes de 1^{re} classe, 4^e échelon, indice 1300, ACC = néant pour compter du 19 février 2007, date effective de reprise de service de l'intéressé à l'issue de son stage.

Conformément aux dispositions du décret n° 94-769 du 28 décembre 1994, cette reconstitution de carrière administrative ne produira aucun effet financier jusqu'à nouvel ordre.

Le présent arrêté prend effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées.

DISPONIBILITE

Arrêté n° 724 du 16 avril 2008. M. **MOUKASSA NGOULOU**, médecin des cadres de la catégorie I, échelle 1, 2^e classe, 3^e échelon des services sociaux (santé publique), est placé en position de disponibilité d'une durée de deux ans, pour convenances personnelles.

Cette disponibilité est prolongée de quatre ans pour la période allant du 4 avril 1998, date effective de l'expiration de la première période de disponibilité au 4 avril 2002.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 4 avril 1996, date effective de cessation de service de l'intéressé.

CONGE

Arrêté n° 726 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à quatre-vingt-quatre jours ouvrables pour la période allant du 25 septembre 2002 au 31 décembre 2005, est accordée à M. **KABUANSEYA BANYIN-GELA**, professeur des lycées contractuel, de la catégorie A, échelle 3, 5^e échelon, indice 1240, admis à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 2006.

Conformément aux dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 25 septembre 1988 au 24 septembre 2002 est prescrite.

Arrêté n° 727 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à quatre-vingt-quinze jours ouvrables pour la période allant du 1^{er} mai 2002 au 31 décembre 2005, est accordée à M. **KIOLO (Jean de Dieu)**, secrétaire d'administration contractuel de la catégorie D, échelle 9, 4^e échelon, indice 520, admis à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 2006.

Conformément aux dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 1^{er} mai 1994 au 30 avril 2002 est prescrite.

Arrêté n° 728 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à quatre-vingt jours ouvrables pour la période allant du 13 février 2003 au 31 octobre 2006, est accordée à Mme **DUNDABILUMA** née **MIKWARI MAMUKWO**, institutrice contractuelle, de la catégorie II, échelle 1, 2^e classe, 4^e échelon, indice 950, admise à la retraite pour compter du 1^{er} novembre 2006.

Conformément aux dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 13 février 1979 au 12 février 2003 est prescrite.

Arrêté n° 729 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à soixante-onze jours, ouvrables pour la période allant du 11 septembre 2000 au 31 mai 2003, est accordée à M. **BOUANGOLI (Jacques)**, secrétaire principal d'administration contractuel de la catégorie C échelle 8, 3^e échelon, indice 640, admis à la retraite pour compter du 1^{er} juin 2003.

Arrêté n° 730 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé à cent-trois jours ouvrables pour la période allant du 12 novembre 1997 au 31 octobre 2001, est accordée à M. **NGUINDA (Jean Claude)**, ouvrier professionnel contractuel de la catégorie G, échelle 18, 4^e échelon, indice 170, admis à la retraite pour compter du 1^{er} novembre 2001.

Conformément aux dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 12 novembre 1996 au 11 novembre 1997 est prescrite.

Arrêté n° 731 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à quatre-vingt-treize jours ouvrables, pour la période allant du 5 août 2002 au 28 février 2006, est accordée à Mme **ONIANGUE** née **OBOA (Jeanne)**,

agent technique de santé contractuelle de la catégorie II, échelle 2, 2^e classe, 1^{er} échelon, indice 675, admise à la retraite pour compter du 1^{er} mars 2006.

Arrêté n° 732 du 16 avril 2008. Une indemnité représentative de congé payé égale à quatre-vingt-huit jours ouvrables pour la période allant du 14 août 2002 au 31 décembre 2005, est accordée à M. **PAMA (Anselme)**, chef ouvrier contractuel de la catégorie E, échelle 12, 9^e échelon, indice 500, admis à la retraite pour compter du 1^{er} janvier 2006.

Conformément aux dispositions de l'article 120 du code du travail, la période allant du 14 août 1998 au 13 août 2002 est prescrite.

MINISTERE DES TRANSPORTS MARITIMES ET DE LA MARINE MARCHANDE

Arrêté n° 740 du 16 avril 2008 portant agrément de la société des pêches congolaises «SO.PECHES.CO » pour l'exercice de l'activité de prestataire de services des gens de mer.

Le ministre des transports maritimes
et de la marine marchande,

Vu la Constitution ;
Vu le règlement n° 03-01 du 3 août 2001 portant adoption du Code communautaire révisé de la marine marchande ;
Vu le décret n° 99-94 du 2 juin 1999 portant attributions et organisation de la direction générale de la marine marchande ;
Vu le décret n° 67-196 du 31 juillet 1967 fixant les conditions requises pour exercer la profession de marin et les modalités de délivrance des titres professionnels ;
Vu le décret n° 2005-184 du 10 mars 2005 relatif aux attributions du ministre des transports maritimes et de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2005-323 du 29 juillet 2005 portant organisation du ministère des transports maritimes et de la marine marchande ;
Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu l'arrêté n° 5895 du 22 novembre 2002 portant agrément de l'exercice de l'activité de prestataire de services des gens de mer ;
Vu la demande en date du 25 janvier 2008 de la société « SO.PECHES.CO » et l'avis technique émis par la direction générale de la marine marchande daté du 13 février 2008

Arrête :

Article premier : La société « SO.PECHES.CO » B.P. 5666, Pointe-Noire, est agréée pour l'exercice de l'activité de prestataire de service des gens de mer.

Article 2 : L'agrément est valable une année, renouvelable une seule fois, par tacite reconduction.

La délivrance et le renouvellement de l'agrément sont soumis au paiement des droits y afférents auprès de la direction générale de la marine marchande.

Article 3 : L'agrément est individuel et incessible. Il ne peut être ni transféré, ni loué.

Article 4 : Le directeur général de la marine marchande est

chargé de veiller à la régularité de l'exercice de l'activité accordée à la société « SO.PECHES.CO » qui est soumise aux régimes disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Article 5 : Le présent arrêté sera inséré au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera

Fait à Brazzaville, le 16 avril 2008.

Martin Parfait Aimé COUSSOUD-MAVOUNGOU

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

Décret n°2008 - 55 du 30 mars 2006 portant dissolution de l'association BUNDU DIA KONGO, en sigle B.D.K.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu la loi n° 19-60 du 11 mai 1960 rendant obligatoire la déclaration préalable pour les associations et autorisant la dissolution des associations contraires à l'intérêt général de la nation ;
Vu le décret n°2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire;
Vu le décret n°2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement ;
Vu le décret n° 2008-4 du 11 janvier 2008 portant organisation des intérimis des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

Décète :

Article premier : Est dissoute l'association BUNDU DIA KONGO en sigle B.D.K, enregistrée sous le n° 492-94 du 15 novembre 1994.

Article 2 : Les biens meubles et immeubles appartenant à l'association BUNDU DIA KONGO sont placés sous séquestre et liquidés, conformément à la réglementation en vigueur, par le service de l'enregistrement des domaines et du timbre.

Article 3 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 30 mars 2008

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation,

Raymond MBOULOU

Pour le ministre de l'économie, des finances et du budget en mission,

Le ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire,

Pierre MOUSSA

MINISTERE DES SPORTS ET DE LA JEUNESSE

Arrêté n° 717 du 15 avril 2008. Les personnes dont les noms et prénoms suivent sont autorisées à dispenser les cours théoriques et pratiques à l'institut national de la jeunesse et des sports en qualité de professeurs vacataires au titre de l'année académique 2005 - 2006.

Il s'agit de:

| Noms et prénoms | Grade | N° Matricule Solde | Discipline | Heures/ Semaine |
|------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|--------------------|
| ADOU André | Docteur | 044259S | P.P.- Psychologie | 15h00 |
| AKOMO TCHOUAH L. | P.C. EPS | 037237L | APTJ - P.P. | 15h00 |
| ALENA DA BANGUI | P.C. EPS | 035299V | Gym. - P.P. | 14h00 |
| ANGOSSINA Abraham | Insp. EPS | 085900S | Péda. Pratique | 12h00 |
| AYA Caloger Andrémic | Licence | | Judo - P.P. | 18h00 |
| AYAKI Jean Bernard | P.A. EPS | 134057G | Gym. P.P. | 16h00 |
| BABINGOULA Bernard | P.C.L. | 133390B | Kit -P.P. | 11h00 |
| BAKEKOLO Jean Paul | Insp. EPS | | Péda. Pratique | 6h00 |
| BALAGA Mathieu | Assis. Sanit. | | Biologie | 10h00 |
| BAMANA Jonas | Cons. Péda. | 121891K | Péda. Pratique | 12h00 |
| BANANGOUNA | Ingénieur | | | |
| MAMPOUYA Baviel | de Dvpt1 | 27885Z | Entrep. - Manag. | 20h00 |
| BANTSIMBA Raphaél | Inspec. EPSO | 56233F | Musique - PP | 11h00 |
| BANTSIMBA Jean Pierre | I.J.S. | 099745J | PEP -P.P. | 14h00 |
| BAPINA | | | | |
| FOUAKOUANZENZA | | | PEP - P.P. | 10h00 |
| BASSAFOULA KIMBEMBE | I. EPS | 153720G | Péda. Pratique | 3h00 |
| BASSOLA Bertin Omer | Prof.C. EPS | 155344L | Péda. Pratique | 3h00 |
| BASSOUKISSA Michel | Cons.P. EPS | 056220Y | Enc. Pédagogue | 6h00 |
| BAYETISSA Brice | Cons.P. EPS | 082262J | Péda. Pratique | 12h00 |
| BAYOUVOULA Augustine | P.C.L. | 082239D | Législation-P.P. | 20h00 |
| BEMBA Alphonse | P.C.L. | 082410D | P.P. -Psycho. | 17h00 |
| BIAKORO Fidèle | P.C.L. | 094602R | Français | 4h00 |
| BIASSADILA Elisabeth | Inspec. EPS | 086064N | Péda. Pratique | 3h00 |
| BITOUKOU Alphonse | Prof C. EPS | 034996C | Péda. Pratique | 20h00 |
| BITSINDOU Antoine | Inspec. J. S. | 056221A | Péda. Pratique | 3h00 |
| BITSINDOU Fidèle | Inspec. J. S. | 051411Y | Péda. Pratique | 9h00 |
| BINIESE MOUMPAH J.N. | P.C.L. | | Manag. | 5h00 |
| BOBONGO Albert | P.C. EPS | 085141F | Mith. Ent. | 2h00 |
| BOGNA Gilbert | P.C. FPS | 104575J | Péda. Pratique | 12h00 |
| BOMBETE Athanase | C.P. J. | 152526P | Al- Cult. -P.P. | 16h00 |
| BONAZEBI Dieudonné | Ins J.S. | 086066T | H.B. | 9h00 |
| BOUALA Alphonse | Prof C. EPS | 154420B | Péda. Prati ue | 3h00 |
| BOUKA Jean Chrystome | PC.L. | 154166M | Français - P.P. | 12h00 |
| BOUKAKA Phillipe | P.L | 124865U | Psychologie | 7h00 |
| BOUKI Pierre | I.J.S | 103527G | B.B | 9h00 |
| BOUNGOU Jean Magloire | P.C.L | 179563Z | Péda. Pratique | 12h0 |
| BOUYENA Edouard | I. EPS | 133360Y | Mission Inspc. P | 17h00 |
| DIAMPASSY née SAMBA E | P.C.L | 050808V | Finances – PP | 20h00 |
| DIANGADIO Maxime G. | Inspec EPS | 094753A | Péda. Pratique | 6h00 |
| DIANSOKI Norbert | I.J.S | 082226N | HB. – P.P | 15h00 |
| DIANZITOUKOULOU | | | | |
| Virgini M. | I T.S | | At Cult. P.P. | 15h00 |
| DIASSOUKA Joé | M. EPS | 086070F | Péda. Pratique | 6h00 |
| DIAWA Francis | Con.P. EPS | 126469W | Péda. Pratique | 6h00 |
| DIMI Joseph | Inspec EPS | 047905W | Péda. Pratique | 12h00 |
| DINGA Charles Justin | Prof C. EPS | 133705L | Péda. Pratique | 6h00 |
| DOUNIAMA Jean Décos | Adm. chef | | Sta. - Bilbio - P.P | 12h00 |
| DZOMA Marie Magloire | Att. SAF | 141737U | Statistiques | 2h00 |
| EBOUSSOU Urbain | P. CEG | 051748Y | PP-Français - PEP | 18h00 |
| EKIEKE - TSANGABIRA | Cons Pri. J | 137361E | NSJ-P.P | 18h00 |
| EKORO Daniel | Inspec EPS | 054315H | Péda Pratique | 12h00 |
| ENTSIRO François | P.C. EPS | 133580E | Péda Pratique | 3h00 |
| ETSALA Auguste | I.J.S | 056192H | Handball | 9h00 |
| GANONGO Emmanuel | Cons. P.EPS | 134712G | Péda Pratique | 3h00 |
| GOLO Léonard | Inspec EPS | 097434X | Lingala | 5h00 |
| GOUALA André | EPS | | Péda. Pratique | 3h00 |
| HOUTOU-MBANI Pascal | PTA CET | 134176J | Musique | 2h00 |
| IBEAHO Odile | C.P.J | 126665S | At. Cult – P.P | 8h00 |
| IGNOUMBA Jean Martin | P.C | 081501F | Equip – P.P | 20h00 |
| IKONGA Chrisostome Ed. | P.C. EPS. | 155162E | B.B. | 6h00 |
| ILOKI OBOSSO PEYA CI | Cons.P.EPS | 157758G | At.Culturel | 2h00 |
| IMBIELA Jean François | I.J.S | 052519U | PEP-Français | 20h00 |

| | | | | |
|-------------------------|---------------|---------|---------------------|--------|
| ITSISSA PAMBOU B. Ed. | Inspec J.S | | Péda Pratique | 3h00 |
| KANGUI Bernard | C.P.J | 058877J | P.P-APSJ-PEP | 18h00 |
| KANI Joseph | Inspec J.S | | Péda Pratique | 3h00 |
| KAYA - KAYA | Cons-P. EPS | 124380Z | Péda Pratique | 3h00 |
| KIFOULOU Serge Edgar | Maitrise | | Statistiques | 6h00 |
| KINA Jacqueline | M.EPS | 051378T | At. Cult.- APSJ | 12h00 |
| KINOUCANI Geneviève | Institutrice | 096619J | Péda Pratique | 3h00 |
| KIOSSI-PAMBOU Stanislas | D.S.A.D. | | Théâtre | 10h00 |
| KIPALA Céline | Inspec EPS | 092835E | Péda Pratique | 6h00 |
| KIVUTUKA | Inspec EPS | 051391E | Péda Pratique | 6h00 |
| KODIAT Innocent Roger | P.C. EPS | 122783M | Péda Pratique | 3h00 |
| KOKOBO NGOUYI J B. | P.C. EPS | 058685B | Equip | 10h00 |
| KOMBO Pascal | Inspec EPS | 047890T | Péda Pratique | 6h00 |
| KOUTA Flavien | Ins . J.S. | | Péda Pratique | 3h00 |
| KOUTALA ean Frédéric | P.A. EPS | 3548 G | Péda. Pratique | 3h00 |
| LEMBA Isabelle F. | P.C. EPS | 095069A | Péda. Pratique | 12h00 |
| LINDA YOCA Rodolphe | Prof A .EPS | 082247T | B.B. | 20h00 |
| LOCKO Cyr Aimé | P.C. EPS | | Biologie | 9h00 |
| LOCKO Gabriel | I. EPS | 059974F | P.P.- PEP- EMC | 20h00 |
| LONGONGO Clément L. | Adm.A-SAF | 047570J | Bibl o | 7h00 |
| LONGUET Jean Pierre | L EPS | 047894E | Méthodologie | 2h00 |
| LOUBAKI Alphonse | P.C. EPS | 038431D | E.M.C. | 16h00 |
| LOUFOUA Lambert R. | I.EPS | 120894R | F.B. - P.P. | 15h00 |
| LOUTE Domini ue | Cons. Pr. J. | 055412E | PP- APSJ- PEP | 15h00 |
| LOUYA Théophile | P.A. EPS | 134720D | Cinéma | 7h00 |
| MABA Paul | I.P. | 097448G | At.Cult-PP -TOG | 20h00 |
| MABANZA Keylas B. | Maitrise | | Hist_.de l'art -P.P | 14h00 |
| MABENDEME Germain | Adm.A.SAF | 055776B | Biblio. | 6h00 |
| MADOUDA Philippe | Adm. SAF | 092170F | Droit Adm.(DA) | 2h00 |
| MAHINGA Jeannette | Cons.P. EPS | 135068L | Péda- Pratique | 12h00 |
| MAHOUNGOU J h | I. EPS | 026657U | Sociologie | 4h00 |
| MAKOUMBOU Albert | Inspec. EPS | 092841V | Basket-ball | 6h00 |
| MALANDA Jean | LJ_S. | 056218P | HB - P.P. | 15h00 |
| MALONGA AI honsine | P.C.L. | 040631B | Théâtre - P.P. | 17h00 |
| MALOUALA Gabriel | EPS | 058726Z | Péda. A. 1. - P.P. | 15h00 |
| MANABIYENGUI Jean | Prof.C.EPS | | P.P | |
| MANANGA Daniel | Adm.SAF | | D.A | 12 h00 |
| MANDONDA Alphonse | P.C. EPS | 044246J | ATHL. | 18h00 |
| MANKOU Jean Eloi | Inspec. EPS | 059495Z | Péda Pratique | 12h00 |
| MANKOU MANKOU G. | P.C. EPS | 082256S | ATHL-PP | 12h00 |
| MAPATAKA Charles | Journaliste | 142182B | Liganla | 5h00 |
| MBALANDZAMI Dominique | Inspec. EPS | 126459V | Péda Pratique | 6h00 |
| MBANI Bertin | Inspec J.S | 155312D | Théâtre-PP-EMC | 20h00 |
| MBANI Donatien | Inspec. EPS | 15377G | P.P-Biblo | 13h00 |
| MBANI Jean Claude | Prof C. EPS | 058641N | HB-PP-législ | 20h00 |
| MBEDI Félix | I.J.S | 023574P | Kituba-législat | 18h00 |
| MBOU-MOUSSIESMOU C | P.A. EPS | 058731P | Biologie-P.P | 20h00 |
| MIAMPICKA Jean Christ.C | Inspec J.S | 094765F | P.P.- législation | 19h00 |
| MIALOUNDAMA André | P.C. EPS | 039497Z | Péda. Appl.- P.P | 20h00 |
| MIASSINGAMANA Jonathan | Prof.C.EPS | | Péda. Pratique | 6h00 |
| MIATEHOLO Jonas | P.C. EPS | 092780V | Péda. Pratique | 12h00 |
| MIBOUTOUKIDI Adolphe | Cons.EPS | 058629D | Psycho.- P.P | 15h00 |
| MIETE Timothée | Adm.SAF | 155467Y | Droit Adm | 4h00 |
| MILANDOU Gilberte | P.A. EPS | 097274X | P.P – EMC | 10h00 |
| MINKALA Jacques | P.C. EPS | 123744L | At.Culturels | 2h00 |
| MOBOZA Gérard | Prof C. EPS | 044253D | P.P – V.B | 15h00 |
| MOSSOUANGA Justin | D.E.S.S | 058684Z | Ing-Socio-APSJ | 20h00 |
| MOUANDA MABOUCENDE | Inspec. EPS | 058687F | P.P – T.R | 16h00 |
| MOUELE Paul | Inspec. J. S. | 103331R | Péda. Pratique | 3h00 |
| MOUFOUMA Félix | Maitre droit | 088312M | Anglais-Français | 20h00 |
| MOUHINGOU Vincent J.P | Inspec. EPS | | Péda. Pratique | 3h00 |
| MOUITI | P.C.L. | 083037N | Français | 4h00 |
| MOUKIAMA Gabriel | EPS | 124393G | Péda. Prati ue | 3h00 |
| MOUKILA-MOUKALA S.A. | Prof C. EPS | 179409D | JUDO – P.P | 8h00 |
| MOUKOURI Paulin | Inspec. EPS | 093507Y | Péda. Pratique | 12h00 |
| MOULARI Norbert | EPS | 082354P | Péda. Pratique | 18h00 |
| MOUNGALA Paul | I. EPS | | Péda. Pratique | 9h00 |
| MOUNKASSA Simon | P.C.L. | | Français | 4h00 |
| MOUTALENO Marie | Inspec. J. S. | 059474V | Péda. Pratique | 3h00 |
| MOUYABI Gaston | Prof C. EPS | 047818B | P.P-EB- At. Cult | 20h00 |
| MPAMA Alfred | Cons.Sportif | 039124D | Péda. Pratique | 12h00 |
| MPANDZOU Germain | P.C.L. | 046223C | Français | 6h00 |
| MPARY-OUMBA-NSAYI | Inspec J. S. | 043335G | Péda. Pratique | 6h00 |
| MPASSI NSAYI J. | Inspec. J.S. | 059471X | P.P. | |
| MPIO Léonard | Inspec. EPS | 051379V | Péda. Pratique | 12h00 |
| MVIRI Pascal | PTA CET | 136152A | Art plastique | 6h00 |

| | | | | |
|------------------------------|--------------|---------|--------------------|-------|
| N'GOMA Sylvain | Prof C.lycée | 122822F | Psychologie | 9h00 |
| N'TOYO MAKANGA J.D. | Prof C.lycée | 081761S | Anglais | 2h00 |
| NTSONGO Jean Marie | C.P.J. | 052663N | Biblio. - P.P. | 13h00 |
| NDOLLO Grégoire | P.C. EPS | 121896W | E.B. | 15h00 |
| NDZILA Etienne | P.C.L. | 046222A | Français | 13h00 |
| NDZILA-NZONDO Paternie | B1 (DEMA) | | Musique | 3h00 |
| NGAMBA Henriette | P.A. EPS | 057562P | P.P. | 12h00 |
| NGAMBOU Jean | I.J.S. | 156165M | PP - TR- Psycho | 17h00 |
| NGAMBOU Georges | D.E.S.S. | | Cinéma | 9h00 |
| NGAMI Lambert | Cons. P.EPS | 134533G | Péda. Pratique | 9h00 |
| NGANDOUMBI | I.J.S. | 081880U | Péda. Appl. - P.P. | 15h00 |
| NGANGA Gaston | P.C. EPS | 133718U | P.P. | |
| NGANGA Grégoire | P.C. EPS | 039093G | Mith. Ent. | 2h00 |
| NGASSAKI Pascal | Inspe. EPS | 047923U | F.B.- Péda - Club | 20h00 |
| NGOMA KOUANDZI F.F. | Inspe. EPS | | Péda. Pratique | 6h00 |
| NGOULOLO Edouard | Inspe. EPS | 137759E | A.P.S.J. -P.P. | 17h00 |
| NGOUMA Jean Marie | Adm. du T. | 058227R | Législation | 5h00 |
| NGOUMA Jean Claude | Prof C.EPS | 087621S | ATHL. | 18h00 |
| NGUALA Jean Louis | P.C. EPS | 126768A | Péda. Pratique | 12h00 |
| NGUEYISSADILA G.B. | P.C. EPS | 179575E | Football | 6h00 |
| NGANGA OBAMBI Albert | I.J.S. | 139174K | PEP - P.P. | 16h00 |
| NIELENGA Yolande | PTA lycées | 086235S | At. Cult.- P.P. | 15h00 |
| NKENDA-BADINGA | Inspe. J. S. | | Péda. Pratique | 3h00 |
| NKODIA Philippe Roger | Médecin | | Biologie | 14h00 |
| NKOUBANGO Basile | Inspe. EPS | 086092M | Péda. Pratique | 6h00 |
| NKOUKA Gilbert | Prof C.EPS | | Péda. Pratique | 6h00 |
| NKOUNKOU Mathieu | P.C. EPS | 098626F | Péda. Pratique | 12h00 |
| NSIKA Auguste | Inspe. EPS | 136417N | Péda. Pratique | 3h00 |
| NTABA-KENGUE née | | | | |
| TSONI Christine | P.A EPS | 135915U | Péda. Pratique | 3h00 |
| NTSANTSUI Aimé M. | C.P.J. | | Péda. Pratique | 3h00 |
| NTSIANGANA Zacharie | Prof CEG | 058357W | P_P. - EMC | 10h00 |
| NZALA Noé | P.C. EPS | 039491L | APSJ P.P- légis . | 15h00 |
| NZITA Delphine | IDE | 048718E | Biologie - P.P. | 12h00 |
| NZOLAMESSO NZUTISSA François | Licence | | Musique | 4h00 |
| NZOMBO André | Prof. C.EPS | 051393J | Psycho - F.B. | 18h00 |
| OBANGUE Alphonse | C.P. J. | 125739Y | P.P. | 15h00 |
| OBBA Jean Pierre | Inspe. EPS | 037240X | ATHL. | 12h00 |
| OKEMBA Pascal | 1s ec. J.S. | 057768G | P.P. -P cho. | 13h00 |
| OLALA Gabriel | I.J.S. | 083177V | EMC -PP- At.Cul | 19h00 |
| OLOMOUE Laurent | I.J.S. | 082369B | P.P. | 12h00 |
| OMBENA Timothée | Maître EPS | 047914V | Péda. Pratique | 12h00 |
| ONDON née MBAN Isab. | I.J.S. | 087486E | PEP - P.P. | 15h00 |
| ONIANGUE Amélie Blanche | CAPES | | Français | 10h00 |
| OPOKOGNIMBA Louise | Inspe. J.S. | 041927W | PEP - P.P. | 18h00 |
| OSSAMOUNI Nicolas | Inspe. J.S. | 083346U | Péda. Pratique | 12h00 |
| SAMBA Albert | P.C.L. | 092001Y | Français | 8h00 |
| SEOLO Raphaël | P.C. EPS | 035308K | P. Pratique | 12h00 |
| SITA Jean Claude | P.A. EPS | 125436K | ; Art plastique | 11h00 |
| SOUNGA Gérard Alfred | Inspe. EPS | 047917B | P.P. - B.B. | 20h00 |
| TAMBA Victor | Prof. C.EPS | 092820R | ATHL | 12h00 |
| TCHICAYA Adolphe | Prof. Lycée | | Sociologie | 5h00 |
| TOUARIKISSA Antoine | Inspe. EPS | 137678C | Péda. Pratique | 3h00 |
| TSEMI Philippe | Adm. SAF | 106046Z | Statistique | 3h00 |
| TSIELA Jean de Dieu | P.A. EPS | 153124C | Péda. Pratique | 3h00 |
| TSOKO Josette Caroline | Master OF | 087331L | Biblio. | 10h00 |
| TSOUMOU Maurice | P.C.L. | 152986E | PP. Angl- Fçais | 20h00 |
| YILANGO Innocent | PTA | 138230Y | Péda. Pratique | 3h00 |
| YINDOULA Léon | C.P.J. | 134844S | Cinéma - P.P. | 19h00 |
| YOUNGUILA Gilbert | P.C. EPS | 133567T | Athl: APST- P.P | 14h00 |
| ZINGA Rodrigue Antoine | Prof. Adj. | 154722M | Péda. Pratique | 6h00 |

Les intéressés percevront les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par décret n° 85 - 018 du 16 janvier 1985.

Cette indemnité sera mandatée sur production des certificats de service fait délivrés par le directeur des études, de la scolarité des examens et concours et contresignés par le directeur général de l'institut national de la jeunesse et des sports.

Arrêté n° 718 du 15 avril 2008. Les personnes dont les noms et prénoms suivent sont autorisées à dispenser les cours théoriques et pratiques à l'Institut national de la jeunesse et des sports en qualité de professeurs vacataires au titre de l'année académique 2004-2005.

Il s'agit de :

| Noms et prénoms | Grade ou diplôme | N° Matricule solde | Disciplines | H/S |
|-------------------------------------|------------------|-----------------------|-----------------------|------|
| ADOU André | Doctorat | - | Psychologie | 15 H |
| AKOMO TCHOUAH Lucien | PCEPS | 037237L | Biol - TP-PP | 17 H |
| AGNANGA Nazaire | CPEPS | 154270C | PP | 9 H |
| ANGOSSINA Abraham | PAEPS | 085900S | PP | 12 H |
| ALENA-DA-BANGUI | PCEPS | 035299V | GYM - Biol - PP | 20 H |
| ASSIME Dieudonné | IEPS | 056I85N | PP | 6 H |
| AYA Caloger Andrénic | Licence | - | PP - Judo | 15 H |
| AYAKI Jean Bernard | PAEPS | 134057G | PP-TP | II H |
| BOUKA Jean Chrysostome | PCL | 154166M | PP - TP - APSJ | ID H |
| BEMBA Alphonse | PCL | 0824100 | Psycho - PP | 20 H |
| BOBONGO Albert | PCEPS | 085141F | Métho - Entr - PP | 11 H |
| BAKANA François | CPEPS | 0947828 | PP | 6 H |
| BOUYENA Edouard | IEPS | 133360Y | Miss. Imp - APSJ - PP | 20 H |
| BITSINDOU Antoine | IJS | 051411Y | PP | 3 H |
| BITOUKOU Alphonse | PCEPS | 034996C | PP - TP | 17 H |
| BATOUMENI Alphonse | IEPS | D5S674Y | PP | 6 H |
| BIYOLA Jean Pierre | PCEPS | - | PP | 6 H |
| BASSAFOULA KIMBEMBE Frédéric | IJS | 153720G | PP | 3 H |
| BIYELA Delphine | IJS | 051369U | PP | 3 H |
| BIVIESSE MOUPAH Jean Norbert | PCL | - | Manag. | 5 H |
| BONAZEBI Dieudonné | IJS | 086066T | HB - PP | 15 H |
| BOMBETE Athanase | CPJ | 152526P | PP - TP | 7 H |
| BINIAKOUNOU Armand | PCEPS | 094784F | PP | 6 H |
| BAMANA Jonas | CPEPS | 121891K | PP | 9 H |
| BASSOUKISSA Michel | CPEPS | 056220Y | PP | 3 H |
| BANANGOUNA MAMPOUYA | | | | |
| BAVIEL | 1.0. | 1278852 | PP - Ent - Mana - TP | 20 H |
| BONGONDONGO Pierre | PCEPS | D92880X | PP | 14 H |
| BABINGOULA Bernard | PCL | 1333908 | Kituba - TP | 8 H |
| BIAKORO Fidèle | PCL | D94602R | Français | in H |
| BIASSADILA Elisabeth | PAEPS | 086D64N | PP | 6 H |
| BALAGA Mathieu | A. S. | - | Biologie | 6 H |
| BAYOUVOULA née BAYOUBOULA Augustine | PCL | 0822390 | Lég - DA - PP - TP | 20 H |
| BITSINDOU Fidèle | IJS | 051411Y | PP | 12 H |
| BOGNA Gilbert | PCEPS | 104575J | PP | 12 H |
| BAYETISSA Brice | CPEPS | 082262J | PP | 12 H |
| BANTSIMBA Raphaël | IEPS | 056233F | PP - TP | 20 H |
| BOUNGOU Jean Magloire | PCEPS | 1795632 | PP | 6 H |
| DIANSOKI Norbert | IEPS | 08222EN | HB - PI] | 9 H |
| DIANGADIO Maxime Gérard | IEPS | 094753A | Pi' | 3 H |
| DINGA Charles Justin | PCEPS | 133705L | PP | 12 H |
| DZOMA Marie Magloire | ATT. SAF | 141737U | STAT | 3 H |
| DIAMPASSY née SAMBA Eugénie | PCL | 050808V | FP - PP - TP - PEP | 20 H |
| DIAWA Francis | CPEPS | 126469W | PP | 9 H |
| DIMI Joseph | IEPS | 047905W | Pi' | 18 H |
| EBOUSSOU Urbain | PCEG | 051748Y | EMC - Français - PP | 18 H |
| EKIEKE-TSANGABIRA | CPJ | 137361E | Législ. - PP - TP | 6 H |
| EKORO Daniel | IEPS | 094705Z | PP | 6 H |
| ELENGHA-OBVA | ES | 137171B | Athl. - PP | 20 H |
| ETSALA Auguste | IEPS | 056192H | HB | 6 H |
| ENTSIRO François | PCEPS | 133580E | PI' | 3 H |
| EWOSSOWE Emmanuel | PAEPS | 124372C | PI] | 3 H |
| FOUNGUI Placide | MEPS | - | TP - PP - APSJ | 10 H |
| GOUALA André | IEPS | 055859H | PI] | 3 H |
| BAMBOU-KENGUE Jean Marie | PCL | 053636T | PP | 3 H |
| GOLO Léonard | IEPS | 097434X | Lingala | 5 H |
| GANONGO Emmanuel | CPEPS | - | PP | 3 H |
| IKONGA Chrisostome Edgard | PCEPS | 155162E | Es | 9 H |
| IGNOUMBA Jean Martin | PCEPS | 081501F | Equip - PP | 18 H |
| IBATA Anatole | PCEPS | 0587090 | Psycho - APSJ - PP | II H |
| ITOUA-LETSOSSO Franck | IJS | 059997P | HB-PP | 18 H |
| IMBIELA Jean François | IJS | 0525190 | PP - Français | 18 H |
| KANGUI Bernard | PAEPS | 058877J | PP | 18 H |
| KAYA Paul | PCL | 133610Z | Anglais | 4 H |
| KOMBO Pascal | PAEPS | 047890T | PP | 12 H |
| KAYA-KAYA | CPEPS | 1243802 | PP | 3 H |
| KODIAT Innocent Roger | PCEPS | 122783M | PP | 6 H |
| KOKOBO-NGOUYI Jean Blaise | PCEPS | 0586858 | Équipement | 7 H |
| KIOSSI PAMBOU Stanislas | D.S.A.D | - | Théâtre - Ciné - PP | 20 H |
| KIDIBA Samuel | PCL | 1337339Y | Lingala | 5 H |
| KAYATH Ange Omer | IEPS | 0860806 | PP | 3 H |
| KEITA OKOMBI née OPOKOGNIMBA Louise | IJS | 041927W | PER - PP | 20 H |
| KIMPALOU Justin | PCL | 104923H | Kituba | 5 H |

| | | | | |
|----------------------------------|-------------------------|----------|------------------------|------|
| KINA Jacqueline | MERS | 051378T | TP - PP | 18 H |
| LENGA Isidore | PAEPS | 134648W | PP | 6 H |
| LEMBA Isabelle | PCEPS | 095069A | PP | 12 H |
| LOUBAKI Alphonse | PCEPS | 0384310 | EMC - Pi' | 15 H |
| LOUFOUA Lambert Roger | IEPS | 120894R | M. Entr - FB - PP | 20 H |
| LOUYA Théophile | PAEPS | 1347200 | PP -Cinbé - Biblio- PP | 17 H |
| LOCKO Gabriel | IEPS | 059974F | TDG - [ME | 11 H |
| LOUBAKI Michel | JN2 | 055875A | PP | 6 H |
| LOUTE Dominique | CPJ | 055412E | TP - PP | 5 H |
| LOCKO Cyr-Aimé | PCEPS | | Biologie | 8 H |
| LONGONGO Clément Lambert | A. A. SAF | 047570J | Biblio | 9 H |
| LINDA YOKA Rodolphe S. | PAEPS | 082247T | BB - PP | 19 H |
| LONGUET Jean Pierre | IEPS | 047894B | Métho - Ent. | 4 H |
| MANANGA Daniel | A.SAF | - | D A | 4 H |
| MANDONDA Alphonse | PCEPS | 044246J | Biol. - Athi. - PP | 20 H |
| MAHINGA Jeannette | CEPS | 135068N | PP | 12 H |
| MOUFOUMA Félix | PCEG | 088312M | Anglais - TP - APSJ | 20 H |
| MADOUA Philippe | A. SAF | 092170F | D A | 4 H |
| MOUYABI Gaston | PCEPS | 0478188 | PP - APSJ | 20 H |
| MOUELE Paul | IJS | 103331R | PP | 3 H |
| MOUANGOUAKA Célestin | PCEPS | - | Biologie | 4 H |
| MVIRY Pascal | PTA | 136152A | Arts - Plat-TP - PP | 17 H |
| MAPATAKA Charles | J.N3 | 142182B | Lingala | 4 H |
| MANKOU-MANKOU Gilbert | PCEPS | 0082256S | PP | 6 H |
| MOBOZA Gérard | PCEPS | 0442530 | VB-PP | 10 H |
| MOSSOUANGA Justin | DSR-D | 058684Z | Socio-Ing. | 20 H |
| MOUNGALA PAUL | IEPS | 039477X | B8 | 6 H |
| MOUANDA MABOUENDE | IEPS | 058687F | Techn. Rech. - PP | 8 H |
| MPARY-OU MBA N'SAYI | IEPS | 043335G | VB -PP | 20 H |
| MOKOKO Victor | CPEPS | - | PP 6 EMC | 7 H |
| MBON-OBAMBI Joseph | PAEPS | 135905T | PédaAppl. - PP | 14 H |
| MALONGA Alphonsine | PCL | 9406316 | Théâtre - TP - PP | 18 H |
| MANKOU Jean Eloi | IEPS | 059495Z | PP | 12 H |
| MOUTOU Gilbert | CPEPS | 082214H | PP | 3 H |
| MALONGA Basile | IJS | 0947622 | PP | 3 H |
| MBALANDZAMI Dominique | IEPS | 126459V | PP | 3 H |
| MOUKOURI Paulin | IEPS | 093507Y | PP | 6 H |
| MALANDA Gaston | IEPS | 05865DM | P.A | 4 H |
| MAYEKOU-MALANDA Lambert | PAEPS | 1204578 | PP | 12 H |
| MBANI Donatien | IJS | 155977G | PP - TP | 14 H |
| MBANI Bertin | IJS | 153120 | TP.PP | 7 H |
| MPIO Léonard | IEPS | 051379V | PP | 6 H |
| MOUKALA MOUKALA S. A. | PCEPS | 1794090 | PP | 12 H |
| MPASSI NSAYI Jacksonne | PAEPS | 959471X | PP | 3 H |
| MIZERE MOUNGONDO Martin | Assistant Université | - | BB.TP.PP | 14H |
| MBONGO André | Doctorat | - | TR - PP | 10 H |
| MIBOUTOUKIDI Adolphe | CPEPS | 0586290 | Psycho - PP | 20 H |
| MIAMPICKA Jean Christophe Colomb | IJS | 094765F | PP - TP | 14 H |
| MANABIYENGUI Jean | PCEPS | - | PP | B H |
| MIANATINA Auguste | PCEPS | 137703L | PP | 12 H |
| MALOUALA Gabriel | IEPS | 05872EZ | P. A-PP | 16 H |
| MBOU-MOUSSIESMOU Charles | PAEPS | 058731P | Biol - PP | 10 H |
| MBANI Jean Claude | PCEPS | 058041N | NB - PP | 20 H |
| MBEDI Félix | IJS | 052574P | Kit - PP | 10 H |
| MABANZA Keylas B. | Maîtrise | | HA - PP - TP | 10 H |
| MIATEHOLO Jonas | PCEPS | 092780V | PP | 12 H |
| MABA Paul | I. P. | 0974486 | APSJ - TP | 18 H |
| MOULONGO Jean Georges A. | PCEPS | 124364F | Judo - PP | 20 H |
| MIALOUNDAMANA André | PCEPS | 0394972 | PA - PP | 16 H |
| MOUNKASSA Simon | PCL | - | Français | 6 H |
| MBEMBA Gilbert | PCL | 087529G | Anglais | 2 H |
| MPANDZOU Germain | PCL | 046223C | Français | 14 H |
| MOKOUTOU Jean Aimé | JEPS | 05863IM | PP | 12 h |
| MAHOUNGOU Joseph | IEP | 0266570 | Sociologie | 4 H |
| MPAMA Alfred | ES | | PP | 9 H |
| NDZILA Etienne | PCL | 046222A | TR - Français - PP | 20 H |
| NKOKOLO Benoît | PCEPS | 038009J | PP | 11 H |
| NTSIANGANA Zacharie | IJS | 058357W | APSJ - TP - PP | 10 H |
| NSOUEKELA Désiré Christophe D. | ASP | | PP | 12 H |
| NGUIE Maurice | PCEPS | 154711J | PP | 6 H |
| NZALA Noé | PCEPS | 03949IL | APSJ - HB - PP | 20 H |
| NGUEYISSADILA Guison Blaise | PCEPS | 179575E | FB - PP | 10 H |
| NGOMA Sylvain | PCL | 122822F | Psycho | 6 H |
| NGAMBA Henriette | PAEPS | 037237L | Biol - APSJ - PP | 20 H |
| NGANGA Grégoire | PCEPS | 039093G | Métho-Ent. | 2 H |

| | | | | |
|---------------------------|----------|----------|----------------------|------|
| NIANGA OBAMBI Albert | IJS | 139174K | TP - PP | 10 H |
| NTSANTSUI Aimé Maximin | CPJ | - | PP | 6 H |
| NGAMBOU Georges | DESS | | Cinéma - TP | 12 H |
| NKOUNKOU Mathieu | PCEPS | 098020F | PP | 12 H |
| NGOMA Lambert | CPEPS | 082363N | PP | 12 H |
| NGOUMA Jean Paul | PAEPS | 087G21S | Athlétisme - PP | 18 H |
| NGOUMA Jean Claude | PAEPS | | PP - Athlétisme | 18 H |
| NDOULOU Clémentine | IEPS | 137030F | PP | 6 H |
| NZITA Delphine | IDE | 048718E | Biol - EMC - PP - TP | 20 H |
| NGASSAKI Pascal | IEPS | 0479230 | FB - PP | 18 H |
| NKOUBANGO Basile | IEPS | 086092M | PP | 6 H |
| NDALA Auguste | IEPS | 082357W | PIJ | 6 H |
| NKODIA Philippe Rager | Doctorat | | Biologie | 5 H |
| NKODIA Josué | PAEPS | 135628U | P.P. | 6 H |
| NDZILA NZONDO Paterne C. | DEMA | - | Musique | 4H |
| NTOYO MAKANGA Jean Didier | PCL | 08176IS | Anglais - TP | 18 H |
| NGATSE-ELENGA | IJS | 103826L | PP | 6 H |
| NGAMBOU Jean | IEPS | 156165M | TR - TP - PP | 10 H |
| NGAMI Lambert | CPEPS | 134533G | PP | 3 H |
| NGANGA Gaston | PCEPS | 133718U | PP | 12 H |
| NGUESSO Stéphane | PCEPS | - | TP - PP | 12 H |
| NDOLLO Grégoire | PCEPS | 121896W | FB - PA - PP | 20 H |
| NKELA Michel | IJS | 087623W | PP | 3 h |
| NTSONGO Jean Marie | CPJ | 052663N | Biblio - PP - TP | 18 H |
| NGANDOUMBI | IJS | 0818800 | EMC - PP | 10 H |
| NZOMBO André | PCEPS | 051393J | Psycho - FB - PP | 12 H |
| NIELENGA Yolande | PTA/CET | 086235S | TP - PP | 10 H |
| NGOULOU Edouard | PAEPS | 137759E | Lég - APSJ - PP | 20 H |
| OYOUA Sébastien | PTA | 153532H | TP - PP | 8 H |
| OSSAMOUNI Nicolas | IJS | 083346I] | PP | 3 H |
| OBANGUE Alphonse | CPJ | 125739Y | TP- PP | 5 H |
| OMBENA Thimothée | MEPS | 047914V | TP - PP | 10 H |
| OBAMBI Marcel | IEPS | 094827H | PP | 12 H |
| OKOYO ELENGA Gabriel | PAEPS | | Thl - PP | 15 H |
| ONDOUMA-OMANGO Eugénie | A. SAF | 154073E | DA | 4 H |
| OWASSA LEMOUELET Gabel | IEPS | 994705Z | PIJ | 6 H |
| OBBA Jean Pierre | IEPS | 937240X | Athl. - PA - PP | 20 H |
| OLALA Gabriel | IJS | 083177V | EMC | 10 H |
| OSSELI Simon | IJS | 087604W | PP | 6 H |
| SOUNGA Gérard Alfred | IEPS | 0479178 | BB | 18 H |
| SEOLO Raphaël | PCEPS | 035308K | PP | 6 H |
| SAMBA Albert | PCL | 092001Y | Français | 8 H |
| SITA Jean Claude | CPJ | 125436K | AP - PP - TP | 19 H |
| TOUALAMI-NGDUARI Hilaire | A.U.M.N | - | Judo | 6 H |
| TSIELA Jean De Dieu | PAEPS | 153124E | PI' | 3 H |
| TSOKO Josette Caroline | Maîtrise | | Bibliothèque | 15 H |
| TSOUMOU Maurice | PCL | 152986E | Anglais - PP | 10 H |
| TSEMI Philippe | A. SAF | 1060462 | Statist. | 4 H |
| TAMBA Victor | PCEPS | 092820R | Athl. - PP | 15 H |
| TCHICAYA Adolphe | PCL | | Sociologie | 7 H |
| TSIBA Christine | PAEPS | | T.P | 15 H |
| YINDOULA Léon | CPJ | 134844S | PP-PEP-Ciné-TP | 20 H |
| YOUNGUILA Gilbert | PCEPS | 123567I | Athl. -APSJ - PP | 20 H |
| YOUNGA Adolphe | PCEPS | 092795G | PP | 3 H |
| YEKA Frédéric | PCEPS | 155368X | PP | 12 H |
| YOKA Arsène | CPEPS | 094799H | PI' - TP | 17 H |
| ZINGA Rodrigues Antoine | PAEPS | 154722M | PP | 12 H |

Les intéressés percevront les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n° 85-018 du 16-1-85 suscité.

PARTIE NON OFFICIELLE**- ANNONCE -****ASSOCIATIONS****Département de Brazzaville**

Création

Année 2008

Récépissé n° 15 du 21 janvier 2008. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de la mutuelle dénommée : **"MUTUELLE AMICALE ALLIANCE"**. Mutuelle à caractère social. *Objet* : développer l'assistance, l'entraide et la solidarité entre ses membres. *Siège social* : 87, rue Béranger, Bacongo, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 26 novembre 2007.

Récépissé n° 74 du 28 février 2008. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : **"ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DU DISTRICT DE YAMBA ET LA CULTURE"**, en sigle "A.DDY.C.". Association à caractère socioéconomique et culturel. *Objet* : œuvrer pour le développement du district de Yamba et de sa culture. *Siège social* : 12, rue Mbouni, Makazou, Mfilou, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 30 novembre 2007.

Récépissé n° 95 du 1^{er} avril 2008. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentrali-

sation de l'association dénommée : **"ASSOCIATION OPTION PROTECTION ACTIVE"**, en sigle "A.O.P.A.". Association à caractère socioéconomique et éducatif. *Objet* : sensibiliser et informer les communautés sur l'intérêt que représente la protection faunique et floristique ; développer les initiatives liées à la préservation des espèces animales sauvages et les forêts. *Siège social* : 157, rue Ngania Talangaï, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 21 janvier 2008.

Année 2007

Récépissé n° 228 du 20 juin 2007. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : **"GENERATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION"**. Association à caractère socioculturel. *Objet* : rechercher et partager des connaissances informatiques ; vulgariser l'informatique et l'internet ; organiser et animer les ateliers de formations dites de transfert dans les différents domaines de l'informatique ; promouvoir les artistes à travers notre site web. *Siège social* : 69 bis, rue Lénine, Moundali, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 8 février 2007.

Récépissé n° 441 du 28 décembre 2007. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : **"INSTITUT CONGOLAIS DE L'AUDIT ET DU CONTROLE INTERNE"**, en sigle "I.C.A.C.I". Association à caractère professionnel. *Objet* : représenter la profession d'audit interne, promouvoir son développement, de servir les auditeurs internes pour mieux participer à la bonne gouvernance des entreprises et des organisations. *Siège social* : 485, rue Voula, Plateau-des-15 ans, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 20 octobre 2007.

Année 1997

Récépissé n° 101 du 20 mai 1977. Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : **"LEGION HIPPOCRATE"**,. *Siège social* : 67, rue Djambala, Moundali, Brazzaville.

Imprimé dans les ateliers
de l'Imprimerie du Journal Officiel
B.P.: 2087 Brazzaville

—○—